



**ACTES DE LA CONFÉRENCE ET  
DE LA JOURNÉE D'ÉTUDES  
AU SUJET DES  
« MAISONS DE TRANSITION »**

---

23 et 24 avril 2018, Luxembourg

# BEST MOMENTS



1



2



3



4



5



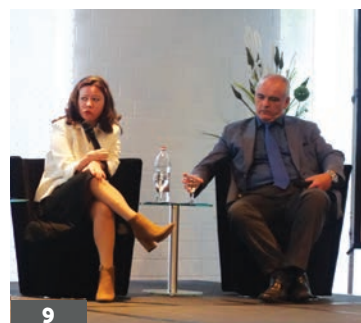
6



7



8



9

**Photos 1 et 2 :** Le public est venu nombreux à la conférence grand-public « Réussir la transition vers la liberté », qui s'est tenue le 23 avril, la veille de la journée d'étude. **Photo 3 :** Les deux jours de conférence et d'études ont été animés par Nathalie Reuter. **Photo 4 :** Les invités de la table-ronde du 23 avril (de g. à dr.) : Luc Reding, conseiller de direction première classe au Ministère de la Justice, Charel Schmit, président de Caritas Accueil et Solidarité asbl et vice-président de Caritas Luxembourg, Claudia Monti, contrôleur externe des lieux privatifs de liberté, Dan Biancalana, président de l'Association Luxembourgeoise de Criminologie, Guy Schmit, criminologue et consultant pour Caritas Accueil et Solidarité asbl. **Photo 5 :** Guy Schmit, criminologue et consultant pour Caritas Accueil et solidarité asbl, présente l'étude qu'il a réalisée sur les besoins des personnes qui sortent de prison et qui font l'objet d'un traitement dans la communauté. **Photo 6 :** Les trois experts internationaux suivent avec attention la présentation de l'étude luxembourgeoise sur les besoins des personnes sortant de prison (de g. à dr.) : Raymond Kohler (France), Oliver Kaiser (Allemagne) et Ed Deij (Pays-Bas) **Photos 7 - 9 :** Table-ronde avec de g. à dr. : Nathalie Reuter, modératrice de la table-ronde, Guy Schmit, criminologue et consultant pour Caritas Accueil et Solidarité asbl, Dan Biancalana, président de l'Association Luxembourgeoise de Criminologie, Claudia Monti, contrôleur externe des lieux privatifs de liberté, Luc Reding, conseiller de direction première classe au Ministère de la Justice



**ACTES DE LA CONFÉRENCE ET  
DE LA JOURNÉE D'ÉTUDES  
AU SUJET DES  
« MAISONS DE TRANSITION »**

---

23 et 24 avril 2018, Luxembourg



# PRÉFACE

## MINISTRE DE LA JUSTICE



En tant que Ministre de la Justice, je tiens à remercier vivement Caritas Accueil et Solidarité asbl ainsi que le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région d'avoir pris l'initiative d'organiser une journée d'étude relative aux maisons de transition « Un modèle luxembourgeois pour la transition vers la liberté ».

La réinsertion du détenu constitue la pierre angulaire de la réforme pénitentiaire qui a été votée en date du 4 juillet 2018. En effet, la réforme favorise la responsabilisation du détenu en prévoyant que chaque condamné se voit proposer un plan volontaire d'insertion qui représente certainement l'instrument le plus important prévu par cette réforme.

Dès son incarcération, l'administration pénitentiaire examine la situation personnelle du détenu, ses aptitudes, ses points forts et faibles, etc., afin de lui proposer tout un ensemble de mesures, reprises ensuite au plan volontaire d'insertion et adaptées le cas échéant, au fur et à mesure, du déroulement de la détention et de l'évolution de la situation, afin de maximiser ses chances d'une réinsertion sociale.

Il est important à présent de continuer les travaux relatifs à la réinsertion sociale des détenus à travers notamment ce projet des maisons de transition qui vise principalement à trouver pour ces personnes un logement et une aide adéquate pendant une période dite « de transition », c'est-à-dire jusqu'à ce que la personne trouve son chemin.

En guise de conclusion, je soutiens pleinement ce projet qui constitue une étape cruciale au niveau de la réinsertion du détenu dans la société. Ce projet s'inscrit dans la continuité de la réforme pénitentiaire qui sera désormais mise en œuvre.

Les apports enrichissants d'experts internationaux ainsi que les échanges constructifs entre les acteurs travaillant sur le terrain ont contribué à la réussite de ces deux journées d'étude qui je l'espère, aboutiront à la mise en place de maisons de transition au Luxembourg.

---

**Félix Braz**

Ministre de la Justice

## PRÉFACE

# CARITAS ACCUEIL ET SOLIDARITÉ

**“Quand on ouvre une école, on évite, vingt ans plus tard, d’ouvrir une prison” (« Celui qui ouvre une porte d’école, ferme une prison »)<sup>1</sup>.** Cette citation attribuée couramment à l’auteur français Victor Hugo (1802-1885) illustre bel et bien un optimisme et idéalisme humaniste de l’action sociale et éducative. Avec un certain recul et le réalisme nécessaire, il faut bien voir que notre société dispose toujours de prisons et de lieux privés de liberté. Pour les personnes qui peuvent, souvent après des années, quitter ces lieux, le défi se pose d’une **transition** réussie vers la vie en liberté et d’une reconquête non seulement de la liberté, mais également de l’autonomie. Ce défi n’est nullement individuel, mais de dimension collective et sociétale : si la transition vers une vie autonome échoue, **le risque soit de récidiver soit de se retrouver à la rue est grand**. Ce sont donc la prévention de la récidive et celle du sans-abrisme et du mal logement qui sont au cœur de l’idée de « maisons de transition » et d’« aides transitoires » spécifiques à une population particulière.

Tout comme d’autres acteurs au Luxembourg<sup>2</sup>, *Caritas Accueil et Solidarités* accueille depuis longtemps des personnes ayant connu un passage, respectivement la vie en prison. Ainsi, suite à l’ouverture du Foyer Ulysse en 1986, plusieurs « Maisons de Resocialisation », dites « Reso-Haiser » ont été ouvertes à partir de l’année 1987. Cependant, souvent les personnes concernées doivent d’abord passer par la vie dans la rue avant de se voir accueillies en institution ou bien en logement encadré ou accompagné.

*Caritas Luxembourg* milite pour la création de plus de logements sociaux locatifs pour mieux pouvoir combattre la situation excluante envers certains groupes de population particulièrement vulnérables sur le marché du logement luxembourgeois. Nous avons donc salué en 2015 d’avoir été associé aux réflexions d’un projet de foyer pour les personnes sortants de la prison. À partir de considérations purement infrastructurelles, au début, s’est développé, au fur et à mesure, un dialogue fructueux entre différents acteurs institutionnels et privés sur la conception de telles « aides de transition » (Transitionshilfen), basé sur une analyse des besoins réels de la population cible et l’étude de bonnes pratiques au pays avoisinants.

En analysant le parcours de personnes fréquentant nos centres d’accueil d’urgence pour personnes marginalisées, dont le Centre Ulysse, *Caritas Accueil et Solidarité* constate que ce n’est ni le hasard ni le destin qui excluent des personnes de notre société. Trop souvent le déclencheur est à chercher dans une prise en charge manquante, interrompue ou inadaptée qui fait que ces personnes passent à travers tous les maillons du système social et se retrouvent dans la rue. Pour des personnes sortant de prison, ce déclencheur est parfois le laps de temps entre leur libération et leur arrivée au Centre Ulysse, une période qui peut varier entre quelques heures et quelques semaines.

Afin de prévenir le sans-abrisme, *Caritas* cherche à diversifier son offre de prise en charge de personnes exclues de notre société. Cette diversification doit s’orienter par rapport à des situations et besoins concrets de personnes qui sont en risque de tomber dans la pauvreté. Toute action doit être adaptée quant au potentiel et aux contraintes de la personne concernée.

*Caritas* a essayé de mieux comprendre les enjeux pour personnes sortant de prisons : à travers un dialogue avec des services sociaux et pénitentiaires, en visitant des structures de réinsertion dans les pays voisins

<sup>1</sup> « Quand on ouvre une école, on évite, vingt ans plus tard, d’ouvrir une prison ». Avec des variantes assez nombreuses dans son expression, la formule est devenue l’un des aphorismes les plus représentatifs de l’idéal républicain au sein duquel l’éducation est une mission fondamentale et intégratrice. Mais pour être belle et expressive, cette formule, souvent prêtée au talent de Victor Hugo (1802-1885), n’est probablement pas née de sa plume, même si elle traduit parfaitement les idées pour lesquelles il s’est battu, sinon seul, du moins parmi les premiers. Attribuée par certains à Victor Duruy, ministre de l’Instruction publique en 1865, à l’historien médiéviste Achille Jubinal en 1886 ou au député anglais Thomas Maccaulay la même année, la citation semble en réalité due à l’inspiration d’un journaliste, Louis-Charles Jourdan (1810-1881), rédacteur au journal *Le Siècle*. <https://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2016-1-page-86.htm>

<sup>2</sup> Il faut citer à ce propos la création et les services du CNDP (Comité National de Défense Sociale), une association sans but lucratif créée en 1967, et l’ALVP (Association luxembourgeoise des visiteurs de prison) créée en 2006.



et à travers une étude qualitative auprès de personnes en fin de peine. Ces démarches nous ont confirmé l'impératif moral et sociétal d'offrir une prise en charge spécifique et spécialisée pour ces personnes : des maisons de transition. Au sein de *Caritas Accueil et Solidarité*, la thématique fut préparée par une journée du personnel ayant eu lieu le 27 avril 2017 à laquelle M. Vincent Theis, directeur honoraire du Centre pénitentiaire du Luxembourg, a contribué avec un exposé d'ouverture.

Ensemble avec des partenaires du Ministère de la Justice et du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, Caritas avait développé l'ambition de lancer un débat public et un échange entre professionnels par rapport à cette analyse. Les différents travaux en amont de la conférence « Réussir la transition vers la liberté » du 23 avril 2018 et la journée d'études « Vers un modèle luxembourgeois de maisons de transition » du 24 avril 2018 ont été accompagnés par un groupe de travail interministériel tout au long de plus de 18 mois. Certes, la coïncidence temporelle avec les travaux parlementaires autour du Projet de loi 7042 portant réforme de l'administration pénitentiaire – d'ailleurs voté le 4 juillet 2018 et publié au Journal officiel le 28 juillet 2018 – a été bénéfique. C'est notamment en aval et en complément du « projet volontaire d'insertion » (PVI) introduit avec cette nouvelle loi, que l'action sociale des prestataires de services trouvera toute sa place. De plus, les réflexions partagées en avril lors de la conférence ont pu être approfondies lors d'une journée-séminaire sur invitation et sur site du Centre pénitentiaire de Givenich (CPG), ayant eu lieu le 18 juillet 2018.

La présente publication, qui reprend toutes les contributions, analyses et conclusions de ces discussions, est le fruit d'une collaboration exemplaire entre des professionnels et services au-delà des mandats et contraintes individuels. Caritas Luxembourg espère que la collection de ces textes anime les décideurs politiques et institutionnels à concrétiser les options de transition vers la vie en liberté pour personnes sortant de prison et qu'elle serve d'inspiration et d'orientation pour les agents sociaux du terrain dans leur mission d'accompagner ces personnes dans leurs démarches.

Caritas Accueil et Solidarité remercie le Ministre de la Justice, Monsieur Félix Braz et les représentants des deux ministères concernés qui ont rendu cette conférence et la journée d'études possibles. Nos remerciements vont également aux intervenants sur la table ronde : Monsieur Félix Braz, Ministre de la Justice, Madame Claudia Monti, Contrôleur externe des lieux privatifs de liberté, Monsieur Dan Biancalana, Président de l'*Association luxembourgeoise de criminologie*, aux experts internationaux ainsi qu'à Guy Schmit qui, à travers son expertise et son expérience, a contribué au succès de la conférence et de la journée d'études.

La présence de Madame Claudia Monti en tant que Contrôleur externe des lieux privatifs de liberté témoigne d'un intérêt particulier pour cette initiative. Nous saluons vivement le soutien qu'elle a su apporter au débat et à la création de « maisons de transition ».

Nos vifs remerciements vont également aux institutions et instances publiques dans ce domaine d'action pour leur présence et bienveillante coopération : la Déléguée du procureur général d'Etat à l'exécution des peines, Madame Christiane Bisenius, les directions et les équipes des services psycho-socio-éducatif (SPSE) du Centre pénitentiaire de Luxembourg (CPL) et du Centre pénitentiaire de Givenich (CPG), la direction et l'équipe du Service Central d'Assistance Sociale (SCAS).



**Andreas Vogt**  
Directeur



**Charel Schmit**  
Président





# TABLE DES MATIÈRES

Préface Ministre de la Justice	5
Préface Caritas Accueil et Solidarité	6
Conclusions principales	10
Résumé de la conférence	11
Résumé de la première Journée d'Etudes	14
Résumé de l'étude sur les besoins en matière de logement des ressortissants de prison et des probationnaires au Luxembourg	19
Présentation des experts internationaux	21
Exodus and resocialisation in the Netherlands	22
Gelingendes Übergangsmanagement im Netzwerk - Das Netzwerk Straffälligenhilfe in Baden Württemberg GbR	28
Conclusions du World Café	38
Les discussions lors du World Café ont porté sur 6 thématiques :	38
Thématique 1 Exigences pour la mise en place et pour le fonctionnement d'une « Maison de transition »	39
Thématique 2 Coopération avec les partenaires externes	41
Thématique 3 Coopération entre les prisons de Givenich, Schrassig et le SCAS	43
Thématique 4 Transposition des idées présentées par les experts internationaux au Luxembourg	44
Thématique 5 Gestion des risques	46
Thématique 6 Qualifications et profil du personnel	47
Conclusions des ateliers	48
Trois ateliers animés par des experts internationaux ont été organisés.	48
Key requirements for transition house staff (professionals and volunteers) in working with former prisoners	49
Pour une réinsertion réussie : de l'organisation collective et partenariale au service d'un projet singulier d'une personne incarcérée	51
Kooperationen und Netzwerke in der Arbeit mit Straffälligen	53
Deuxième journée d'études	55
« Un modèle luxembourgeois pour la transition vers la liberté » le 18 juillet 2018	55
Bibliographie et références	57

# CONCLUSIONS PRINCIPALES

- 1** Il s'agissait de la **première fois qu'un débat public avait lieu sur la thématique des Maisons de transition au Luxembourg**. Le feedback reçu, particulièrement concernant la diversité dans les angles d'approche, a été très positif: table ronde entre acteurs luxembourgeois, témoignage vidéo, *World Café*, possibilité d'échange avec trois experts étrangers, lien avec l'actuelle réforme de l'administration pénitentiaire.
- 2** Les experts nationaux et internationaux étaient d'accord que le **travail en réseau est indispensable** pour assurer la mise en place d'une Maison de transition. Alors que Caritas Accueil et Solidarité examine actuellement la faisabilité de Maisons de transition au Luxembourg, une coopération active entre les différents acteurs de terrain sera impérative pour mener un tel projet à bon port.<sup>3</sup>
- 3** Les exemples de pays voisins montrent que la mise en place des Maisons de transition entraînera nécessairement une réduction substantielle **des coûts humains, économiques et sociétaux, en partie grâce à une réduction du récidivisme**.
- 4** Il a été souligné à plusieurs reprises que la **transition** (« *Übergangsmanagement* ») pour les détenus **commence déjà pendant la détention**. Plusieurs détenus ont d'ailleurs souligné l'importance cruciale qu'une personne, qui leur est connue, vienne les chercher et les accompagne pendant les premières heures et jours après leur sortie de prison.
- 5** Les Maisons de transition s'inscrivent naturellement dans la **continuité du travail** mené par les agents du **SPSE**<sup>4</sup> des Centres pénitentiaires de Givenich et de Schrassig et des agents du **SCAS**.<sup>5</sup> Les Maisons de transition ont été décrits comme « le maillon manquant de la chaîne » dans la prise en charge des personnes concernées.
- 6** Les experts nationaux et internationaux ont largement favorisés des « **Maisons de transition** » **détachées des structures pénitentiaires**.
- 7** Alors qu'il est indispensable de s'inspirer des pratiques de l'étranger, tout modèle luxembourgeois d'une Maison de transition devra être **adapté aux nécessités du contexte local**.

---

<sup>3</sup> « Ein Netzwerk lebt von den Verbesserungen und Arbeitserleichterungen, die alle beteiligten Akteure erfahren » (Oliver Kaiser)

<sup>4</sup> Service Psycho-Socio-Éducatif

<sup>5</sup> Service Central d'Assistance Sociale (Parquet général)

# RÉSUMÉ DE LA CONFÉRENCE

## **1 Introduction par M. Charel Schmit, président de Caritas Accueil et Solidarité**

M. Charel Schmit a remercié les nombreux participants pour l'intérêt porté au sujet de la réintégration de personnes condamnées par la justice, un sujet tabou et peu populaire au Luxembourg. La conférence et la journée d'étude du lendemain ont pour objet la réussite de la transition vers la liberté. Une transition réussie permet d'éviter la récidive, prévient le sans-abrisme et permet une bonne resocialisation. Pourtant, pour Caritas, il n'est pas suffisant de fournir un toit, un logis, mais bien plus que cela, il importe d'offrir un accompagnement bienveillant qui tisse et procure un fil solide vers une vie autonome en liberté(s) retrouvée(s).

## **2 Discours sur la réforme pénitentiaire de M. Luc Reding, Conseiller au sein de la Direction des affaires pénales et judiciaires du Ministère de la Justice**

M. Luc Reding a tenu à excuser l'absence de Monsieur le Ministre de la Justice Felix Braz suite à un problème de santé.

M. Luc Reding a présenté les grandes lignes des projets de loi relatifs à la réforme de l'exécution des peines et de l'administration pénitentiaire. Le but principal des réformes est la réinsertion sociale de la personne condamnée. Le fait d'emprisonner une personne pour la préparer à une vie en liberté est un peu paradoxal. La privation de la liberté doit être la seule peine infligée aux concernés. Ils ne doivent pas être en plus punis par d'autres éléments, tels que le sans-abrisme, la perte des papiers d'identité, ...

La fin de peine est un moment crucial pour la réinsertion. La phase de transition vers la liberté est souvent difficile car les mandats du SPSE et du SCAS arrivent à terme (sauf pour les personnes qui ont bénéficié d'un aménagement de la peine pour lesquelles le SCAS reste en charge).

La prison fait partie intégrante de notre société (même si peu visible).

## **3 Présentation de l'étude sur les besoins des personnes qui sortent de prison ou qui font l'objet d'une mesure dans la communauté par M. Guy Schmit, criminologue et consultant de Caritas Accueil et Solidarité**

M. Guy Schmit a présenté l'étude sur les besoins des personnes qui sortent de prison ou qui font l'objet d'une mesure dans la communauté. Cette étude permet de donner la parole aux personnes concernées. Elle reflète uniquement le point de vue des détenus et pas celui des acteurs sociaux.

Dans le cadre du projet de transition vers la liberté, deux visites à l'étranger ont été organisées au Pays-Bas et en France. Plusieurs points forts ont été relatés, dont le travail avec les bénévoles, l'attitude vis-à-vis des personnes (« not being above people »), le lieu de vie non stigmatisant. La prison a beaucoup de coûts, tant au niveau économique qu'au niveau social et humanitaire.

L'étude sur les besoins des personnes sortant de prison ou faisant l'objet d'une mesure dans la communauté montre qu'environ 50 à 60 personnes par an sortent de prison sans logement adéquat. Pour ces personnes, il est difficile de pouvoir payer un logement, d'y accéder et de le garder. La création de maisons de transition contribuera à prévenir le sans-abrisme et à donner une perspective à ces ex-

prisonniers, tout en faisant attention de mettre l'accent sur le caractère transitoire de telles structures (pas de pérennisation du séjour).

Les femmes rencontrent plus de difficultés que les hommes, surtout lorsqu'elles ont des enfants. Beaucoup de personnes ont des dettes. Le logement et le travail constituent les priorités pour les concernés. Il est important que le lien avec le travailleur social en charge de la transition vers la liberté est déjà fait pendant la détention. La vie en liberté se prépare dès le premier jour d'emprisonnement.

---

#### **4 Témoignage vidéo**

---

Un témoignage vidéo d'un ex-détenu d'une durée d'environ 7 minutes a été montré au public portant sur ses expériences pendant la phase de transition vers la liberté.

---

#### **5 Table ronde animée par Mme Nathalie Reuter**

---

Les personnes suivantes ont participé à la table ronde :

- M. Luc Reding, Conseiller au sein de la Direction des affaires pénales et judiciaires du Ministère de la Justice remplaçant Monsieur le Ministre Felix Braz
- M. Dan Biancalana, président de l'Association Luxembourgeoise de Criminologie et bourgmestre de la Ville de Dudelange
- Mme Claudia Monti, contrôleur externe des lieux privatifs de liberté et Ombudsman
- M. Charel Schmit, président de Caritas Accueil et Solidarité
- M. Guy Schmit, criminologue et consultant externe de Caritas Accueil et Solidarité

Une transition réussie vers la liberté est importante pour la personne elle-même, mais également pour la société à protéger par la réduction du risque de récidive. Elle permet en outre à la société d'éviter des coûts supplémentaires car les personnes se retrouvent de nouveau dans le système d'aide lorsque la transition ne réussit pas.

Le logement au Luxembourg est de manière générale un problème. Il importe d'éviter une ghettoïsation et de veiller à ne pas soutenir les marchands de sommeil.

La réforme de l'exécution des peines et de l'administration pénitentiaire met l'accent sur la réinsertion sociale. Le plan volontaire d'insertion fixe les engagements du prisonnier et de l'administration pénitentiaire. Il s'agit de formaliser le travail actuel fait entre les prisonniers et le SPSE en vue d'une réinsertion. Le plan permet une meilleure transparence de l'évolution du travail avec le prisonnier et peut servir de base pour le suivi social par les ONG après la sortie de prison.

Pour établir une maison de transition, il faut une acceptation suffisante par la société et une bonne coopération entre les différents acteurs. Il serait intéressant de recruter des ex-détenus en tant que bénévoles car ils sont des experts du vécu. Pour répondre aux besoins individuels, différents modèles de maisons de transition (appartements individuels, vie en communauté, ...) sont préconisés, mais il faut encore trouver du béton, d'où l'importance d'une coopération future avec le Ministère du Logement. Une maison de transition peut être proche de l'exécution des peines ou du monde associatif. Cette deuxième approche est favorisée par Caritas Accueil et Solidarité car il ne doit pas s'agir d'une prison bis. La mixité de la population cible est importante.

Les sites de Givenich et de Schrassig sont fortement stigmatisés. La localisation géographique d'une maison de transition peut être rurale ou urbaine, tant que l'accessibilité des transports publics est assurée.

L'attitude du personnel et le travail en réseau sont des facteurs de réussite pour un futur projet. La durée de séjour dans une maison de transition est difficile à fixer, car elle dépend de la personne. Pour cette raison, l'idée d'un séjour fixé à un an a été rejetée.

Au Luxembourg, il n'existe pas de statistiques sur la récidive. Un besoin en matière de recherche a été constaté.

En guise de conclusion, chaque participant de la table ronde a formulé une dernière phrase concernant la transition vers la liberté :

- M. Guy Schmit : « Est-ce que nous pouvons nous permettre de ne pas avoir une maison de transition ? Le travail en réseau est extrêmement important ».
- M. Charel Schmit : « Il s'agit d'une extension de la palette des possibilités pour se réinsérer ».
- M. Dan Biancalana : « C'est une nouvelle étape qui offre des perspectives supplémentaires ».
- Mme Claudia Monti : « Il faut permettre à quelqu'un qui a commis un acte pénal de se réintégrer dans la société ».
- M. Luc Reding : « La maison de transition est le maillon de la chaîne qui fait encore défaut ».

# RÉSUMÉ DE LA PREMIÈRE JOURNÉE D'ETUDES

---

## 1 Mot de bienvenue par M. Andreas Vogt, directeur de Caritas Accueil et Solidarité

---

M. Andreas Vogt a remercié les nombreux participants pour leur présence et l'intérêt porté au sujet. Il a mis l'accent sur quelques éléments qu'il a retenus de la conférence du jour avant. Ainsi, il est important de ne pas infliger aux personnes condamnées une double peine : celle de la privation de la liberté, puis après la libération et celle liée à d'autres éléments tels que le sans-abrisme. Investir dans la réinsertion permet de réduire les coûts à tous les niveaux (économiques, humanitaires, sociaux, ...). Il n'y a pas de statistiques sur le taux de récidive au Luxembourg. Ainsi, la nécessité de recueillir des données statistiques a été soulignée. Il existe déjà beaucoup d'expertise au niveau de la réinsertion des prisonniers au Luxembourg, mais la coordination entre les services et le travail en réseau doivent prendre une place plus importante. Pour réussir la transition vers la liberté, il faut éviter le vide entre la prison et la liberté. Un ou plusieurs bâtiments doivent être trouvés pour réaliser un tel projet de maisons de transition. L'endroit du projet ne doit pas stigmatiser davantage les concernés.

---

## 2 Intervention de M. Guy Schmit, criminologue et consultant de Caritas Accueil et Solidarité

---

M. Guy Schmit est revenu sur quelques éléments discutés lors de la conférence, ainsi que sur l'étude qu'il a réalisée sur les besoins des personnes qui sortent de prison ou qui font l'objet d'une mesure dans la communauté.

>>> Retrouvez le résumé de son étude en page 19

---

## 3 Présentation des meilleures pratiques

---

### M. Ed Deij

(Association « Exodus », Pays-Bas)

M. Ed Deij a mis l'accent sur les éléments suivants : donner des perspectives, avoir une approche globale, donner du sens à la vie, garantir un traitement égalitaire et le respect mutuel (« being equal, not standing above people » ; « interest in the other person »), sélectionner le public cible par la motivation et apprendre aux personnes à devenir plus fortes à l'aide de leurs propres ressources. Exodus a environ 1.800 bénévoles, dont environ 25% s'engagent également à l'extérieur des murs de la prison.

>>> Retrouvez les détails de sa présentation en page 22

### M. Raymond Kohler

(Association « Accès », Mulhouse, France)

M. Raymond Kohler a mis l'accent sur les éléments suivants : l'individualité de chaque projet, la collaboration avec le Ministère du logement, le travail en réseau, la coordination des demandes d'hébergement, le partenariat avec les autres associations, les rencontres régulières et la signature d'une convention d'engagement entre les partenaires.

### M. Oliver Kaiser

(Association « Die Paritätische – Baden-Württemberg e.V., Allemagne) »

M. Oliver Kaiser a mis l'accent sur les éléments suivants : profil des personnes accueillies, coopération entre les services, travail de lobbying politique, communication et sensibilisation, l'importance du contact avec le travailleur social pendant l'incarcération, les différentes aides existantes pour les concernés au niveau local et la manière de gérer la transition (= devoir social).

**>>> Retrouvez les détails de sa présentation en page 28**

---

## 4 World Café animé par Mme Nathalie Reuter

---

Les participants se sont partagés sur 6 tables. Sur chaque table, une question différente a été discutée pendant 10 minutes. Après ces 10 minutes, les participants ont été invités à changer de table pour discuter une autre question pendant 10 minutes. Le groupe ne devait pas rester le même. Les modérateurs de table n'ont pas changé de table. Le but est que chaque participant passe par les 6 tables. Ensuite, les points clés des discussions ont été brièvement présentés par les modérateurs de table.

### Exigences pour la mise en place et pour le fonctionnement d'une maison de transition

Modérateur : M. Marc Pauly, responsable du département logement auprès de Caritas Accueil et Solidarité

La question à traiter a été la suivante : Quelles sont les exigences pour un fonctionnement optimal d'une « Maison de transition » quant à la taille, la mixité de la population (ex-détenus, probationnaires, personnes sans-abri), la situation géographique (ville/campagne) et le voisinage ?

Lors des discussions, il s'est avéré que la présence de différents modèles de maison de transition (petites unités, logements individuels, structure communautaire, ...) est à favoriser pour répondre aux besoins individuels. Il devrait également être possible pour le client de passer d'un modèle à l'autre. L'accompagnement doit également être variable et s'adapter aux besoins des personnes. Les personnes concernées doivent en outre pouvoir participer et être responsabilisées (p.ex. par des activités ciblées, comme des mesures en faveur de l'emploi). Les règles doivent être claires dès le début, mais il ne faut pas avoir une tolérance zéro par rapport à l'alcool et aux drogues. Il n'importe pas si la situation géographique d'une maison de transition est rurale ou urbaine, mais une bonne accessibilité des transports publics doit être assurée.

**>>> Retrouvez toutes les conclusions en page 39**



## Coopération avec les partenaires externes

Modérateur : M. Raoul Schaaf, directeur du Comité National de Défense Sociale (CNDS)

La question suivante a été posée : Quel type de coopération est nécessaire entre la « Maison de transition » (qui ne peut assurer seule toutes les prestations requises par les résidents) et des partenaires spécialisés (œuvrant dans le domaine de la toxicomanie, de la mise au travail, de la psychiatrie, du surendettement, ...) ?

Le client doit être au centre de l'action. Les associations ne doivent pas se mettre en situation de concurrence entre elles, mais travailler pour une même cause. La sortie doit être préparée dès le moment de l'incarcération. Deux types d'accompagnement social sont possibles : celui du « case-manager » ou celui de la personne de référence (que la personne concernée peut choisir idéalement elle-même). Dans les deux cas, les intervenants doivent se connaître et être en connexion. La coordination ne doit pas seulement avoir lieu au niveau des associations, mais également au niveau des Ministères.

**>>> Retrouvez toutes les conclusions en page 41**

## Coopération entre les prisons de Givenich, Schrassig et le Service Central d'Assistance Sociale (SCAS)

Modérateur : M. Sacha Schneider, préposé du Service Psycho-Socio-Educatif (SPSE) du Centre pénitentiaire de Luxembourg

Les discussions ont eu lieu autour des questions suivantes : Quelle serait la meilleure façon de coopérer entre les établissements pénitentiaires et le SCAS ? Quelles informations peuvent et doivent utilement être communiquées ?

Il existe déjà une coopération entre les SPSE et le SCAS. Ils ont le même but, c'est-à-dire la réinsertion du détenu. Néanmoins, la transparence est à améliorer, surtout pour la personne concernée. Plus de réunions devraient avoir lieu entre le SCAS, le SPSE et le client (éventuellement accompagné de son avocat en cas de besoin). Le détenu doit être au centre de l'action. Il est à éviter que le détenu ne doive raconter son histoire plusieurs fois. La transition doit se réaliser de manière fluide.

**>>> Retrouvez toutes les conclusions en page 43**

## Transposition des idées présentées par les experts internationaux au Luxembourg

Modératrice: Mme Catherine Olinger, attachée au sein de la Direction des affaires pénales et judiciaires du Ministère de la Justice

Cette table a cherché à répondre à la question suivante : Parmi les idées proposées par les 3 experts internationaux, lesquelles pourraient être adaptées pour servir au mieux les besoins du contexte luxembourgeois ?

Différentes idées proposées par les 3 experts ont retenu l'attention particulière des participants : la coopération entre les partenaires, la signature d'une convention d'engagement, les consultations en matière de dettes pendant l'incarcération, la possibilité d'une prise en charge du loyer pour les peines inférieures à un an, l'accompagnement de la famille pendant la durée de l'incarcération, la mixité des publics, le bénévolat, l'importance du travail et des activités régulières et le fait d'accompagner également les prévenus. Les peines alternatives à la privation de liberté sont à privilégier. Les règles dans une maison de transition doivent permettre des rechutes si elles ne sont pas excessives.

**>>> Retrouvez toutes les conclusions en page 44**

## Gestion des risques

Modératrice : Mme Isabelle Klein, responsable de la Division Solidarité du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région

La question suivante a été posée : Quels sont les éléments indispensables pour assurer la sécurité du personnel et celle des résidents d'une « Maison de transition » ?

Quant à la présence d'un agent de sécurité, les participants faisant partie du monde associatif y voient une nécessité. Les participants du milieu carcéral, par contre, préfèrent la présence d'un concierge de nuit. Les uniformes sont à éviter car il ne s'agit pas d'une prison. Les personnes doivent avoir leur propre clé. Vu la promotion de différents types de maisons de transition (studios, communauté de vie, ...), l'encadrement des clients doit être variable et s'adapter aux besoins. Quant au personnel, les compétences sont plus importantes que la formation initiale. Une formation en matière de désescalation est utile. Le travail en réseau est à promouvoir. Les règles de la « Maison de transition » doivent être claires. Les personnes devraient avoir une activité régulière ou un travail. Une bonne communication avec les voisins évite un certain nombre de problèmes.

>>> Retrouvez toutes les conclusions en page 46

## Qualifications et profil du personnel

Modératrice : Mme Michèle Wilwerding, agent de probation au Service Central d'Assistance Sociale (SCAS)

La question à traiter était la suivante : Quelles sont les qualifications, les attitudes et les valeurs indispensables pour pouvoir travailler dans une « Maison de transition » ?

L'équipe doit être multidisciplinaire. Les formations de base jouent un rôle secondaire. Le personnel doit avoir une attitude positive et de non-jugement par rapport au client. Il doit être résistant au stress et flexible (aussi au niveau des horaires de travail). Des supervisions régulières et une formation continue spécialisée ont été estimées utiles. Les idées d'Ed Deij du « being equal, not standing above » et du travail avec les bénévoles ont reçu une résonance positive par les participants. L'importance du travail en réseau a de nouveau été soulignée. La question de la nécessité d'un agent de sécurité a également surgi. Par rapport à celle-ci, les mêmes constats qu'à la table de la « gestion des risques » ont été faits.

>>> Retrouvez toutes les conclusions en page 47

---

## 5 Discours de Monsieur Félix Braz, Ministre de la Justice, concernant les réformes de l'exécution des peines et de l'administration pénitentiaire

---

Monsieur Félix Braz, Ministre de la Justice, a tenu un discours concernant les réformes de l'exécution des peines et de l'administration pénitentiaire.

La philosophie des projets de loi proposés par Monsieur François Biltgen, le prédécesseur de Monsieur Félix Braz, a été conservée. Le but suprême est la réintégration des détenus. Il s'agit de les préparer au mieux à une vie sans crimes. Les prisonniers doivent conserver tous les droits qui ne leur ont pas été retirés et subir le moins de restrictions possibles. Le projet volontaire d'insertion est dans ce sens un instrument très important. Un détenu doit avoir un dossier qui reste avec lui quand il change d'une prison à l'autre. Le projet volontaire d'insertion permet une coopération accrue entre les Services Psycho-Social-Educatifs (SPSE) des prisons.

La construction d'une 3e prison située près de Sanem a été décidée. Avec les réformes, les 3 prisons auront une administration pénitentiaire commune.

L'exécution des peines et le régime pénitentiaire seront séparés. L'exécution des peines sera à charge de la chambre de l'exécution des peines et du procureur général, tandis que le régime pénitentiaire sera exercé par l'administration pénitentiaire.

La réforme de l'exécution des peines est soumise à 4 principes :

- la protection de la société en évitant les récidives ;
- la sanction du condamné ;
- la réparation du dommage ;
- la réintégration du prisonnier dans la société.

Les gardiens seront plus et mieux formés. Les prisonniers auront la possibilité d'une voie de recours contre les décisions de la chambre de l'exécution des peines, nouvelle juridiction créée par la réforme.

Une nouvelle unité psychiatrique spéciale sera créée à côté de la prison de Schrassig. Celle-ci fonctionnera de manière indépendante de la prison et ne partagera que le mur extérieur avec la prison. Elle sera gérée par le Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP) et hébergera les prisonniers tombant sous l'article 71 du code pénal qui sont reconnus pénalement irresponsables et qui constituent un danger pour la société.

---

## **6 Ateliers thématiques**

---

Après le déjeuner, trois ateliers thématiques ont eu lieu. Un premier atelier a été animé par l'expert néerlandais Ed Deij. Il a traité le sujet des exigences pour le personnel des « Maisons de transition » (professionnels et bénévoles) travaillant avec les ex-détenus. L'expert français Raymond Kohler a animé un deuxième atelier avec l'intitulé suivant : « Pour une réintégration réussie : de l'organisation collective et partenariale au service d'un projet singulier d'une personne incarcérée ». Un troisième atelier a été animé par l'expert Oliver Kaiser de l'Allemagne. L'intitulé a été le suivant : « Kooperationen und Netzwerke in der Arbeit mit straffälligen Menschen ».

**>>> Retrouvez le détail des ateliers en page 46**

---

## **7 Clôture de la journée d'études**

---

La journée d'études a été clôturée par des mots de remerciement de M. Andreas Vogt, directeur de Caritas Accueil et Solidarité, et de M. Charel Schmit, président de Caritas Accueil et Solidarité. Une deuxième journée d'études au Centre Pénitentiaire de Givenich pour approfondir les réflexions et faire connaître davantage le travail déjà accompli par les deux centres pénitentiaires a été annoncée.

# RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE SUR LES BESOINS EN MATIÈRE DE LOGEMENT DES RESSORTISSANTS DE PRISON ET DES PROBATIONNAIRES AU LUXEMBOURG

Guy Schmit, consultant indépendant, a procédé pour le compte de *Caritas Accueil et Solidarité* à une étude sur les **besoins spécifiques des ressortissants de prison et de probationnaires** (des personnes faisant l'objet d'un traitement dans la communauté telle qu'une libération conditionnelle, un bracelet électronique, un travail d'intérêt général) au Luxembourg. Il en ressort qu'en matière de logement, cette population-cible fait face aux trois défis principaux suivants :

- trouver un logement
- avoir les moyens de le payer (ceci est particulièrement difficile à partir de la prison ou avec un casier judiciaire) et
- être en même de garder le logement.

Ne disposant **que de statistiques officielles très partielles**, l'auteur de l'étude estime néanmoins qu'il y a au moins 60 personnes par an qui ne disposent pas de logement à leur fin de peine (prison ou probation). Mais, ce chiffre pourrait être bien plus élevé. Concrètement, cela signifie qu'après avoir purgé leur peine, ces personnes doivent passer par le sans-abrisme, avant de pouvoir à nouveau s'intégrer difficilement dans la société.

L'auteur a mené **17 entretiens** (avec 5 femmes et 12 hommes) au Centre pénitentiaire de Luxembourg à Schrassig (CPL), au Centre pénitentiaire de Givenich (CPG) et au Service Central d'Assistance Sociale (SCAS). Ces entretiens ont eu lieu avec l'accord explicite des personnes concernées. Chaque personne interviewée a été invitée à répondre à un questionnaire en lien avec le logement, développé pour les besoins de l'étude.

Les **problèmes de logement** peuvent être en lien **a) avec les pratiques sur le marché libre de l'immobilier** (manque de logements pour ressortissants de prison, réticence des propriétaires de prendre des ex-détenus comme locataires, manque de moyens financiers pour payer une caution de 2 mois et le premier loyer à la sortie de prison, contrat à durée indéterminée demandé par le propriétaire) **b) avec des foyers et des structures d'accueil** (conditions d'admission dans certains foyers jugées trop sévères, exigence de plusieurs entretiens et du casier judiciaire en vue de l'admission, des listes d'attente trop longues) **c) avec des problèmes d'ordre plus général** à la sortie de prison (absence de domicile, de papiers d'identité et/ou de couverture médicale).

Au-delà des problèmes de logement et d'emploi, un grand nombre des personnes rencontrées avaient du mal à faire confiance (à soi-même comme à d'autres). La plupart d'entre elles étaient fragilisées, avec des problèmes de drogues, certaines étant malades (psychiquement ou physiquement), ce à quoi se couple un manque d'autonomie à des degrés variables.

Voici quelques chiffres clés de l'étude :

- 76 % des personnes rencontrées (13 personnes) ont déjà rencontré un problème de logement dans le passé. Les femmes, surtout si elles ont des enfants, semblent particulièrement vulnérables.
- 71 % des personnes rencontrées (12 personnes) occuperont ou occupent un logement temporaire après avoir purgé leur peine.
- 88 % des personnes rencontrées (15 personnes) ont des dettes qui varient entre 100 et 102.000 €.

Les **buts de la de la prise en charge** au sein d'une des futures « Maisons de transition » par Caritas Accueil et Solidarité devrait être de **a) viser**, dans la mesure du possible, **la « normalisation » de leur cadre de vie**, avec des activités au quotidien qui font sens pour les résidents et qui les responsabilisent **b) d'éviter toute forme de stigmatisation et de victimisation** des résidents c) d'avoir comme **but** une **réintégration dans la société**, i.e. ne pas pérenniser les séjours dans une éventuelle maison de transition et **d)** de maximiser les chances d'intégration en utilisant les **ressources des résidents**.

# PRÉSENTATION DES EXPERTS INTERNATIONAUX

Trois experts internationaux ont présenté lors de la journée leurs « Best Practices », dont deux des exposés sont repris ci-après.

## 1 Exodus and resocialisation in the Netherlands

**Ed DEIJ (The Netherlands)**

Page 22

## 2 Gelingendes Übergangsmanagement im Netzwerk - Das Netzwerk Straffälligenhilfe in Baden Württemberg GbR

**Oliver KAISER (Deutschland)**

Page 28

# EXODUS AND RESOCIALISATION IN THE NETHERLANDS

## ED DEIJ

About the author

Ed DEIJ (The Netherlands)

Ed Deij is director of Exodus Noord-Holland and is responsible for all the Exodus work in this part of the Netherlands. He started in 2002 as a supervisor of the participants in the Exodus House in The Hague. Since 2007 he has been director and has led several mergers. In addition, he has ensured that new initiatives have been developed within the Netherlands, such as a DOEL project (Through Outdoor Experiential Learning) and a new methodology has been developed aimed at young people. He is currently working to further professionalize the organizations in Noord-Holland and to grow in quality, quantity of supply. For example, this year, a special program will be started which aims to resocialise ex-prisoners with problems that focus on low intellectual disabilities.

For more information:

e.deij@exodus.nl • <https://www.linkedin.com/in/eddeij/> • [www.exodus.nl](http://www.exodus.nl)

---

## 1 Introduction

---

Exodus has been in the Netherlands since the early eighties and started from the pastoral ministry. The name Exodus refers to the book from the Bible. The story is about the difficult journey to the promised land. This story is a nice metaphor for the journey that our participants have to make in order to build up a good, meaningful and perspective full life after their detention period.

In the first instance, Exodus was an initiative that was run by volunteers only. The former prisoners came together to help each other and share their experiences. As soon it became clear that this was not enough to really help people after their detention period.

Soon after this, a start was made on developing a program and then methodology. It soon became clear that the use of alcohol and drugs was not helpful in returning to society, because when a person wants to stop it is very difficult when someone else uses alcohol or drugs. For that reason, the Exodus program is alcohol and drug-free from that moment on.

The methodology and the program have been adjusted several times in the past year, because we learn from our mistakes and society is constantly changing. As an organization you will have to be flexible enough to be able to move with these changes and (help)questions from the participants.



---

## **2 How does Exodus guide its participants and what is the vision of Exodus on resocialisation?**

---

Exodus offers its participants a chance to build a future out of their own power outside crime. The development of participants is central here, we are proud of every step that is taken here, big or small.

Exodus stands for a safe society in which people can build a meaningful existence and create new opportunities. It offers participants four keys to a meaningful existence and new opportunities:

- Living: we work on realizing a stable living situation
- Meaning: we contribute to living meaningfully
- Working: we work on realizing meaningful daytime activities
- Relationships: we work on building and maintaining a powerful (social) network

An important condition for the realization of the goals is the finances of the participant. In addition to the aforementioned areas, Exodus also guides the participants in this area, so that they get and keep the finances and debts in order.

We work together with the participants on the following objectives;

- Exodus contributes to reducing the recidivism and reduction of crime among the participants.
- Exodus is embedded in society through broad social support. Exodus is a link in the chain of civil society organizations and groups of volunteers, each contributing to safety in society from their own perspective.
- Exodus cooperates and exchanges experience and knowledge with similar organizations and groups of volunteers to give her work more power and increase efficiency.
- Exodus provides insight into its results, working method and the use of resources in an open and transparent manner.
- Exodus offers a working environment that consists of motivated staff and is characterized by an open and informal character.

---

## **3 What does the target group of Exodus look like? For who we are committed every day?**

---

Our target group are (former) detainees, both men and women from the age of eighteen. The participants have often been detained more than once and there is almost always a multi-issue. This means that guidance is needed in several (living) areas. For the guidance it is important that the participants are motivated to do their life in the (near) future differently, so be motivated to want to change and learn.

Contraindications to living with Exodus are, an acute addiction, group disability and psychiatric problems requiring medication. Exodus does not provide medication. Participants who want to follow the Exodus program must have a certain motivation to change and become self-reliant. This suggests that people want to learn and addictive substances do not belong in the first instance. Often, the offenses are committed under the influence, this also increases recidivism.

The participants who are addicted or not suitable for grouping can also receive guidance from Exodus, but in their own home. After all the years, Exodus is still convinced that resocialization can hardly ever be successful (or less successful) when a person is or remains addicted. This subject is therefore a fixed and recurring subject of conversation in the intensive guidance of Exodus.

#### **4 What does Exodus do in terms of guidance of the participants? And what types of guidance is offered by Exodus?**

Exodus supervises former detainees after or during their detention period. We do this, if necessary, including living space with 24 hours supervision. This is intensive supervision and strict supervision. This means that at least one employee is always present in this facility. In the nights they are sleep guards, during the day the supervisors. The substantive and individual coaching takes place through committed and passionate employees, who have followed a social worker training course. In addition, well-trained volunteers are used.

After a period in the house we guide people after detention in their own living environment, the social workers then come home for the guidance. This is also possible for former detainees who already have a home after detention and do not have too many requests for help. Exodus also offers other types of guidance, these are mostly volunteers. This is then about;

- Volunteers who assist in church services
- Buddies after detention
- OKD project, a special project in which children of detained parents visit their detained parent under the guidance of volunteers.

The way in which Exodus is guided is essential. We do this with a methodology developed by the university. This is called “power work”. The guidance is aimed at promoting the participants’ own strength and covers all living areas of the participants. In essence, it comes down to looking at;

**what goes well.**

**And improve / reinforce this!**

**And see what goes wrong.**

**And ‘change’ this!**

The attitude of the employees is perhaps the most important thing. The point is that you stand next to the participants and are genuinely interested in the other person. Choosing the “top” position and guiding from hierarchy will not work.

In practice, however, this is a challenge, standing on the side next to the participant and sometimes standing in the role of “policeman” to enforce or enforce the rules. What you notice is that new, less experienced supervisors “hit” in the role of police officer. This is sometimes easier but not effective at all. The trick is to find a good balance between these two roles.

Each participant receives an intake interview in which he or she is asked for motivation (to change) and which (help) questions are there. After the probation, justice and or municipalities and Exodus agree on this, the program starts. The participant comes to live with Exodus and is intensively supervised in the different areas of life. In addition, Exodus also uses the community to learn with each other and to practice the new to learn behavior. The group meets, cooks and eats together. Also with shopping and budgeting is part of this. Theme evenings and sports evenings are also fixed parts of the Exodus program. On the basis of the participant’s progress, he or she will receive more freedoms linked to the associated responsibilities. In this way one learns that these two things have to do with each other and that there is something to learn / earn. If it does not succeed, the liberties can also be (temporarily) taken back. This is

a very important approach to support people in learning. Obviously, the appointment (directly) of things that are not going well also belongs to the guidance and at least as important; give compliments if the participant makes steps, even if it does not seem like such a big step, ... for him or her it is a victory and perhaps a long-time success experience. This will increase self-confidence.

In the guidance, in addition to the above, a great deal of attention is paid to putting the finances in order, many participants have debts. We not only assist in mapping out these debts, helping them to solve them by making payment arrangements, but also providing training on how to handle money responsibly with money and not have to go to debt again.

Another very important topic is working. At the start of the program it is the intention that everyone has at least 26 hours of meaningful daytime activities. The ultimate goal is paid work. But for many that is too much, certainly at the beginning of the program. We work together with various organizations which, often unpaid, offer work. This allows the participants to gain work skills and work rhythm. For many, it is the first time that they have had to get out of bed again for a long time, do work and learn to work together with other employees. I do not think I have to explain that it is essential for resocialization. People actually participate in society again and that gives a good feeling. The self-esteem and self-confidence grows with this.

---

## **5 What is the effect of the guidance of Exodus?**

---

Exodus has commissioned several studies into the effect of the guidance on recidivism. It can be concluded that the recidivism is lower after a counseling program by Exodus, this decreases by an average of 20% when you look at all participants who participated in the counseling process.

The decrease in recidivism is even 40% lower if you only look at the participants who have completed the program completely successfully. This means that more self-reliant citizens can return to society and that it will also become safer.

An additional effect is that the work of Exodus creates support for the target group in society. The work of Exodus also provides cost savings. SROI Research (Social Return On Investment) shows that every euro that is invested yields an average of 3 to 4 euros for society.

---

## **6 What distinguishes Exodus from other healthcare providers in the Netherlands?**

---

Below is listed, in random order, what makes Exodus different from the other healthcare providers in the Netherlands who (sometimes) also work with the same target group.

- Exodus is the first (and oldest) organization that has started resocialising in the Netherlands, so we have a lot of experience.
- As far as I know, there are no other organizations (yet) that have their work examined by a university for the effect on recidivism.
- Demonstrable recidivism reduction and a demonstrably investigated SROI
- We are the largest forensic care provider in the Netherlands, with national coverage.
- Exodus has many volunteers, they work inside and outside the prison and in the Exodus Houses, where they support the supervisors.
- We have a project for the laggards (children and partners of the detainees), research shows that this

also reduces recidivism.

- An integral guidance in all areas of life.
- A scientifically based methodology.
- Exodus is the healthcare organization that is closest to the prison, we also speak that language very well, so we can make good use of pressure and force (a method that has scientifically shown that this works well)
- Exodus is a good and reliable partner in the criminal justice and justice chain.
- There is a lot of intensive consultation with the judiciary, the probation service and the various municipalities.

---

## **7 Developments in the Netherlands**

---

As in every country, there are developments in the Netherlands that can and do have an impact on guiding our participants;

- The most important development is the ambulantisation of care. That means that fewer and fewer 24-hour facilities will come. Pure because this is cheaper. The explicit wish or rather the shortening of the length of the guidance courses. All this because the healthcare costs increase year after year.
- In addition, it is striking to observe that the group of ex-prisoners in the age group of 17-25 years has been counteracting in recent years and is still growing proportionally.
- Just like the group of people with low intellectual capacity. Latest studies indicate that about 65% of detainees have an IQ of less than 85%, while in Dutch society the group of people with low intellectual disabilities is about 25-30%.

There is a risk that recidivism will increase again over time, whereas in recent years it has declined precisely as a result of the national and local government decisions to cut back in combination with the aggravation of the target group. By weighting is meant that the ex-prisoners have more and larger problems than a few years ago.

---

## **8 How does Exodus deal with these changes in society and political issues?**

---

Exodus anticipates these changes in society, that is what you need as an organization to survive and remain of added value. Exodus does this by developing new projects. Examples of this are;

- A project aimed at resocialising young ex-prisoners. The number of young people in detention increases annually.
- A project aimed at resocialising people with low intellectual capacity.
- This group is also growing and in the Netherlands there is no specialist who is currently doing this. There are organizations that receive and accompany mentally handicapped people, but they have no experience with forensic care. As Exodus we do, we will develop this program together with a large national organization that now accommodates mentally handicapped people.
- In addition, a program is developed that focuses on experiential learning (Kolb).
- We, as Exodus, have experienced that learning in this way fits very well with the majority of former

detainees. In this program outdoor activities are used as means to achieve the learning objectives.

- Due to the rapid development of technology, new technologies are a logical consequence for Exodus. We orientate ourselves on different applications. Think about it;
  - For the guidance a mix of face-to-face and online learning and guidance. (blended learning)
  - linking demand to an offer when it comes to volunteers
  - linking demand to an offer when it comes to paid work

In the Netherlands, but I think certainly in Europe, it is more important than ever to work closely with organizations within and outside the criminal justice system. Closer cooperation with the judicial authorities is important to start the counseling earlier, ie during detention in prison.

---

## **9 What recommendations can I make for Luxembourg with the experience of Exodus?**

---

Recommendations that I would like to make for Luxembourg are in random order;

- Make a big and ambitious plan, but do not wait too long. You can never plan the whole project in advance, there will always be surprises. Keep this in mind. Start small as a pilot and together with the most important stakeholders try to start together and evaluate frequently in close consultation. This way you can start quickly and learn during the project.
- Work closely with partners in the justice chain and outside. As an organization you do not have to be able and willing to do everything. It is precisely through the collaborations that the program improves and the success will increase.
- Start measuring the recidivism.
- Also link a research with a university to the project. In this way we can show and interpret differences between the current and future figures. The methodology and the program to be developed will also qualitatively increase.
- Work, train and involve volunteers in the project, which also gives support in society
- Involve the most important stakeholders, locally and nationally, by creating a sounding counsel group that can provide advice during the pilot period.

# GELINGENDES ÜBERGANGSMANAGEMENT IM NETZWERK - DAS NETZWERK STRAFFÄLLIGENHILFE IN BADEN WÜRTTEMBERG GbR

## OLIVER KAISER

Über den Autor:

Oliver KAISER (Deutschland)

- Qualifikation: Industriekaufmann, Diplom Sozialarbeiter (FH), TQM Auditor EOQ ;
- Bis 2004 Leiter einer teilstationären Einrichtung für straffällige Frauen und Männer ;
- Seit 2004 für das Europäische Institut zur Zertifizierung von Managementsystemen tätig (aktuell ehrenamtlich im Expertengremium Gesundheits- und Sozialwesen) ;
- Seit 2006 für den Paritätischen Baden-Württemberg (<https://paritaet-bw.de/startseite.html>) als Leiter des Bereichs „Krisenintervention und Existenzsicherung“ mit den Fachbereichen Schuldnerberatung, Frauenhäuser, Straffälligenhilfe, Wohnungslosenhilfe und Suchthilfe tätig (inhaltlich zuständig für das Fachreferat Straffälligen-, Wohnungslosen und Suchthilfe) ;
- Seit 2006 PARITÄTISCHEN in die Steuerungsgruppe des Netzwerkes Straffälligenhilfe in Baden-Württemberg GbR delegiert;
- Seit 2018 Vorsitzender der Landesstelle für Suchtfragen Baden-Württemberg.

## 1 Einleitung

Der Übergang vom Vollzug in die Freiheit ist für die Gefangenen mit erheblichen Schwierigkeiten verbunden. Haben die entlassenen Strafgefangenen keine positiven Bindungen und können sie nicht auf Unterstützung bei der Wiedereingliederung zurückgreifen, besteht eine hohe Gefahr erneuter Straffälligkeit. Die Betreuung in den Wohneinrichtungen wird bestimmt von den individuellen Hilfebedarfen der betreuten Menschen. Die Lebenslagen der Betroffenen sind häufig gekennzeichnet durch Sozialisationsdefizite, lückenhafte Erwerbsbiographien und Suchtmittelmissbrauch. Verstärkt werden diese Umstände durch Isolation und Stigmatisierung, die eine Integration in den Arbeitsmarkt deutlich erschweren. Das Suggestieren einer stetig wachsenden Kriminalitätsbelastung in den Medien verstärkt die gesellschaftliche Ausgrenzung. Diese wirkt sich besonders negativ bei der Suche nach einer Wohnung und Arbeitsplatz aus. Eine erfolgreiche Integration kann nur im Rahmen einer gut funktionierenden Zusammenarbeit verschiedener Hilfsangebote wie z.B. der Suchthilfe, der Bewährungshilfe sowie staatlichen Stellen wie dem Sozial- und Arbeitsamt gelingen. Entscheidend dabei ist, dass die Hilfen bereits in Haft einsetzen. Deshalb ist das Übergangsmanagement ein zentraler Aspekt bei der erfolgreichen Resozialisierung haftentlassener Menschen. Für eine erfolgreiche Umsetzung muss der Justizvollzug vertrauensvoll mit Akteuren der nachsorgenden Hilfen zusammenarbeiten. Durch eine intensive Betreuung kooperierender Hilfsangebote während der Entlassung und in Freiheit kann das „Entlassloch“ vermieden, die Chance eines Rückfalls deutlich verringert und die Integrationschance der Haftentlassenen verbessert werden. Eine Integration kann in prekären Lebensverhältnissen nicht gelingen. Daher muss den Haftentlassenen direkt nach der Entlassung ein Wohnraum zur Verfügung gestellt werden. Die Betreuung in diesen Übergangseinrichtungen muss zumindest mittelfristig den Übergang in Individualwohnraum ermöglichen. .

## 2 Kurzer geschichtlicher Überblick

Die Straffälligenhilfe in Baden Württemberg blickt auf eine über 180 jährige Geschichte zurück. Über diesen langen Zeitraum stand die Entwicklung, Ausgestaltung und letztlich Professionalisierung der Straffälligenhilfe immer im Kontext gesellschaftlicher Entwicklungsprozesse. Bis heute müssen Angebote und Konzepte angesichts sich ändernder gesetzlicher Regelungen, sozialpolitischer Prozesse, gesellschaftlicher Strukturen und finanzieller Ressourcen fortlaufend überprüft und verändert werden. Die Landschaft der Träger und Einrichtungen stellt sich bezüglich ihrer jeweiligen Angebote, Größe, finanziellen Ressourcen und Einbindung in regionale soziale Netzwerke entsprechend vielfältig dar. Eine Übersicht unserer Angebote:

- Anti-Gewalt-Trainingskurse
- Anti-Aggressivitäts-Training
- Beratung von Gewalttätern
- Beratung von Sexualstraftätern
- Freizeitangebote in der Straffälligen
- Angehörigenarbeit in der Straffälligen
- Beratung in Haft
- Fachberatungsstelle für Straffällige
- Tagesstätte für Straffällige
- Vollstationäre Einrichtung für Straffällige
- Teilstationäre Einrichtung für Straffällige
- Betreutes Wohnen im Wohnprojekt für Straffällige
- Betreutes Wohnen für Straffällige im Individualwohnraum
- Täter-Opfer-Ausgleich
- Soziale Trainingskurse für Jugendliche
- Soziale Trainingskurse für Erwachsene
- Klärungs- und Konfliktthilfe
- Betreuungsweisungen nach § 10 JGG
- Konfliktschlichtungskurse an Schulen
- Vermittlung in gemeinnützige Arbeit
- Zeugenbegleitung
- Arbeitsprojekt für Straffällige
- Betreutes Wohnprojekt für straffällige Frauen

In der Straffälligenhilfe in Baden Württemberg waren und sind noch immer die Beratung straffälliger Menschen sowie die Versorgung Haftentlassener mit Wohnraum die zentralen Basisangebote unserer Mitgliedseinrichtungen.

Die 45 Vereine der Straffälligenhilfe in Baden Württemberg sind in drei Verbänden organisiert - dem Badischen Landesverband für soziale Rechtspflege (KdöR) mit Sitz in Karlsruhe, Verband der Bewährungs- und Straffälligenhilfe Württemberg e.V. Stuttgart und dem Paritätischen Wohlfahrtsverband, Landesverband Baden-Württemberg e.V. Der Autor des Artikles ist beim PARITÄTISCHEN Baden Württemberg beschäftigt. Der Verband ist einer der sechs anerkannten Spitzenverbände der freien Wohlfahrtspflege in der Bundesrepublik. Der PARITÄTISCHE ist weder konfessionell, weltanschaulich noch parteipolitisch



gebunden. Ihm sind in Baden-Württemberg über 800 selbstständige Mitgliedsorganisationen mit insgesamt rund 4000 sozialen Diensten und Einrichtungen angeschlossen.

Eine bundesweit einmalige Besonderheit stellt das Netzwerk Straffälligenhilfe in Baden Württemberg GbR dar. Ausgangspunkt hierfür war das „Nachsorgeprojekt Chance“, dass von dem Projektträger dem Verein „Projekt Chance e.V.“ 2005 beschränkt ausgeschrieben wurde. Die Mittel in Höhe von 1,2 Mill. Euro stellte die Baden Württemberg Stiftung gGmbH zur Verfügung. Den Zuschlag erhielt eine Bietergemeinschaft aus bereits benannten Verbänden. Diese Bietergemeinschaft schloss sich im Anschluss an die Bewerbung zur Durchführung des Nachsorgeprojekts Chance zum „Netzwerk Straffälligenhilfe in Baden-Württemberg“ (GbR) zusammen. Das Netzwerk Straffälligenhilfe in Baden-Württemberg umfasst insgesamt 45 Vereine und Einrichtungen der freien Straffälligenhilfe in Baden-Württemberg, die sich in wechselnder Besetzung an verschiedenen Projekten beteiligen. Die große Anzahl von Vereinen und Einrichtungen, die sich auf alle Landkreise des Bundeslandes verteilen und über 240 hauptamtliche Mitarbeiter beschäftigen, die von einer Vielzahl von ehrenamtlichen Mitglieder und Betreuer gestützt werden, ermöglicht es dem Netzwerk, flächendeckende Angebote zu unterbreiten. Die Koordination der Projekte übernimmt die Steuerungsgruppe des Netzwerkes Straffälligenhilfe. Diese besteht aus der Geschäftsführerin des Verbandes Bewährungs- und Straffälligenhilfe Württemberg e.V Frau Julia Herrmann, dem Geschäftsführer des Badischen Landesverband für soziale Rechtspflege (KdöR) Herrn Horst Belz und einem Bereichsleiter des PARITÄTISCHEN Herrn Oliver Kaiser. Der Vorsitz des Netzwerkes wechselt jährlich.

Die Gründung und erfolgreiche Umsetzung des Netzwerkes Straffälligenhilfe in Baden Württemberg hat die Arbeit der Straffälligenhilfe grundlegend verändert. Neben den Angeboten der Beratung straffälliger Menschen und dem betreuten Wohnen kamen, landesweite, durch den Landeshaushalt finanzierte Projekte hinzu:

- 2005 „Nachsorgeprojekt Chance“ (Übergangsmanagement)
- 2008 „Schwitzen statt Sitzen“ (Vermittlung in gemeinnützige Arbeit)
- 2011 „Eltern Kind Projekt“ (Betreuung der Familien Inhaftierter)
- 2017 „Schuldnerberatung in Haft“
- 2018 „Wiedereingliederung von älteren Gefangenen“

Informationen zu sämtlichen Projekten können unter [www.nwsh-bw.de](http://www.nwsh-bw.de) abgerufen werden.

---

### **3 Zielgruppe und Ziele**

---

Straffällige Menschen, die das bestehende Hilfesystem in Anspruch nehmen, sind eine heterogene Gruppe. Grundlegend lässt sich eine Einteilung nach Haftentlassene, von Inhaftierung und Verurteilung bedrohte Menschen, in freiheitsentziehenden Maßnahmen und Maßregelvollzug befindliche Menschen vornehmen. Innerhalb dieser Einteilung finden sich Menschen wieder, die aufgrund einer nicht bezahlten Geldstrafe eine kurze Haftstrafe verbüßen müssen, ebenso wie Mehrfach- und Intensivtäter, Gewalttäter, Sexualstraftäter, suchtgefährdete und suchtkranke Straftäter, Täter mit Mehrfachdiagnosen und Straftäter mit schwerwiegenden psychischen Beeinträchtigungen. Die Ziele der Basisangebote der Straffälligenhilfe und der unterschiedlichen Projekte sind sehr ausdifferenziert. Über allen Aktivitäten steht die Zielsetzung der Wiedereingliederung der Straffälligen in die Gesellschaft, mit dem Ziel, weitere Straftaten zu verhindern und weitere Opfer zu vermeiden. Um dies zu erreichen, ist ein wesentlicher Anspruch die Lebenslagen straffälliger Menschen zu verbessern, soweit notwendig wird auf Verhaltensänderung hingewirkt. Dies wird insbesondere in den Angeboten gewaltpräventiver Maßnahmen deutlich. Ein weiteres Ziel

– insbesondere des Netzwerkes Straffälligenhilfe in Baden Württemberg – ist eine kontinuierliche Öffentlichkeitsarbeit, damit in der Bevölkerung Verständnis für die soziale Lage der Hilfsbedürftigen und für eine humane und sozial ausgerichtete Strafrechtspflege entsteht.

---

#### 4 Angewandte Kernkonzepte – Das Übergangsmanagement im Nachsorgeprojekt Chance

---

Die Fülle angewandter Kernkonzepte von der Arbeitsintegration bis zu präventiven Maßnahmen zur Gewaltvermeidung können im Rahmen des Artikels nicht dargelegt werden. Der Autor beschränkt sich nachfolgenden auf das Übergangsmanagement als zentraler Aspekt einer gelingenden Wiedereingliederung haftentlassener Menschen.

Ostendorf (2007) bezeichnete die Entlassvorbereitung als die Achillesverse des Strafvollzuges. Er betonte, dass im Übergang von der Unfreiheit in Freiheit, „vieles im Argen läge“. Ostendorf formulierte 13 Essentialia für die Entlassvorbereitung und Entlassnachbetreuung wie z.B. die Fortsetzung im Vollzug begonnener Therapien. Die konzeptionelle Herausforderung liegt aber in Sachen Übergangsmanagement und Nachsorge im ersten Schritt weniger in der Erfüllung definierter Erfolgsparameter, sondern viel mehr in der Schaffung von Kooperationsstrukturen, um landesweit ein einheitliches und vor allem gelingendes Übergangsmanagement und die Nachsorge der Straftentlassenen sicherzustellen. Dies trifft insbesondere auf „Flächenstaaten“ mit dezentralen Verwaltungsstrukturen zu<sup>6</sup>. Aus dem Blickwinkel des Qualitätsmanagements lässt sich feststellen, dass bei der Organisation des Übergangsmanagements und der Nachsorge Struktur- und Prozess- und Ergebnisqualität in besonderem Maße miteinander verknüpft sind.

Die Bedeutung des Übergangsmanagements und der Nachsorge wurde in Baden- Württemberg von Vertretern des Justizministeriums erkannt und in Form des Nachsorgeprojektes Chance konkretisiert. Der damalige Justizminister Prof. Dr. Goll stellte die Bedeutung der Nachsorge in den Mittelpunkt der Überlegungen zum Übergangsmanagement. In diesem Kontext wurde der Begriff des „Entlassungsloches“ geprägt, in welches Straftentlassene bei fehlender Betreuung „fallen“ können. Letztlich bedeutet dies, dass im Ergebnis Vieles was im Vollzug mühsam aufgebaut würde, in den ersten Tagen, Wochen und Monaten nach Haftentlassung zunichte gemacht werden kann.

**Zielgruppe** des Projekts sind Straftentlassene mit Endstrafe oder vorzeitiger Entlassung ohne Bewährungshelfer. Eine Doppelbetreuung z.B. durch die Bewährungshilfe soll durch die Zielgruppendefinition vermieden werden. Die Teilnahme am Projekt erfolgt auf **freiwilliger** Basis.

Das Konzept wurde in Form eines **Qualitätskonzeptes** mit definierten Prozessen und Betreuungsbausteinen dargelegt. Hierbei soll vor dem Hintergrund der i.d.R. multifaktoriellen Problemlagen eine Hilfebedarfserhebung mit dem Gefangenen stattfinden, die zu einer systematischen Hilfeplanung und Betreuung führt. Neben der Absicherung der finanziellen und materiellen Grundlage stehen hierbei Aspekte wie Suchtmittelgebrauch, gesundheitliche Probleme, Schuldenberatung und Integration in eine Beschäftigung bzw. tagesstrukturierende Maßnahmen im Fokus der Betreuungen. Mit Hilfe einer Entlasscheckliste soll insbesondere die Unterkunftssituation nach Haft geklärt und entsprechende Hilfen frühzeitig eingeleitet werden.

Die Kernprozesse sind in Form von Flussdiagrammen und Beratungsbausteinen definiert (Kaiser, 2008).

---

<sup>6</sup> Die in 2004 beschlossene Verwaltungsstrukturreform, in deren Rahmen u.a. die überörtlichen Sozialhilfeträger aufgelöst wurden, erschwerte die Situation in Baden Württemberg. Wesentliche Leistungen für Straftentlassene wie die Hilfe zur Überwindung sozialer Schwierigkeiten nach den §§ 67 ff SGB XII mussten fortan, beim örtlich zuständigen Sozialhilfeträger nach § 98 SGB XII beantragt werden.)

Die Ergebnisindikatoren (z.B. Betreuungsabschlüsse, Betreuungsdauer, genehmigte Nachsorgevereinbarungen etc.) werden im Rahmen des Nachsorgeheftes erfasst. Im Rahmen von **Qualitätswerkstätten**, an denen alle am Prozess beteiligten Fachkräfte teilnehmen (Mitarbeiter der Sozialdienste der Vollzugsanstalten und haupt- und ehrenamtliche Mitarbeiter der Vereine der freien Straffälligenhilfe) werden die Prozesse überprüft und ggf. verändert. Grundlage dieser Verbesserungsprozesse ist oftmals die Auswertung der Ergebnisindikatoren, die in ihrer Tendenz einer fortlaufenden Beobachtung unterliegen und Erkenntnisse der wissenschaftlichen Begleituntersuchung. Zum Erfolg dieser Vorgehensweise trägt wesentlich die hohe Beteiligung der Akteure an den Entscheidungs- und Gestaltungsprozessen bei. Belz (2007) stellt hierzu fest, „...diese Art der Zusammenarbeit und Projektentwicklung ist sehr effizient, weil sie alle am Prozess beteiligten Personen und Institutionen in die Entscheidungsfindung mit einbindet. Die Mitarbeiter können selbst mitwirken, sie werden als Spezialisten wahrgenommen. Durch gemeinsame Kommunikation und Entscheidungsfindung erhöht sich zwangsläufig die Identifikation mit der Arbeit und dem Projekt selbst...“.

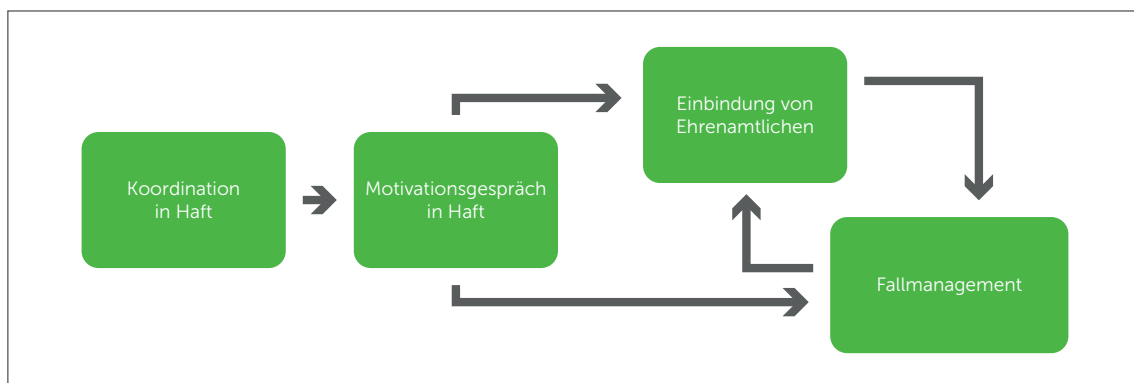


Abbildung 1 : Prozessübersicht Qualitätskonzept, Kaser, Stand 2009

## 5 Das Netzwerk und die Funktionen der Akteure

Am „Nachsorgeprojekt Chance“ sind 21 Vereine und Einrichtungen beteiligt. Sie garantieren ein flächendeckendes Angebot des Übergangsmanagements und der Nachsorge in Baden- Württemberg. Nebenstehende Graphik gibt einen Überblick über die Standorte der Vereine (Anmerkung: Es gibt Standorte mit mehreren Vereinen wie z.B. Stuttgart).



Die Mitarbeiter der Vereine sind dabei innerhalb und außerhalb der Justizvollzugsanstalten tätig und können **zwei Funktionen** einnehmen.

- **Koordinatoren:** Diese Mitarbeiter sind als externe Fachkräfte in den Justizvollzugsanstalten tätig. Zu Ihren Aufgaben gehört es, die Gefangenen über das Projekt zu informieren und zur Teilnahme zu motivieren. Sie koordinieren die Entlass- und Nachsorgeplanung mit dem Sozialdienst und organisieren die Übergabe an die Fallmanager (Anmerkung: Sofern der Klient in den Umkreis der JVA entlassen wird, kann die externe Fachkraft den Klienten nahtlos weiterbetreuen; die Fachkraft wird dann vom Koordinator zum Fallmanager).
- **Fallmanager:** Diese Mitarbeiter sind für die Betreuung der Straftatlassenen am Wohnort nach Entlassung zuständig. Sie kennen das Hilfesystem vor Ort und erstellen noch in Haft mit dem Gefangenen einen Nachsorge-/ Hilfeplan. Nach der Entlassung übernehmen sie bis zu 6 Monaten die intensive Beratung und Unterstützung.

Nebenstehendes Schaubild macht die Funktionen der Akteure in den Betreuungsphasen deutlich.

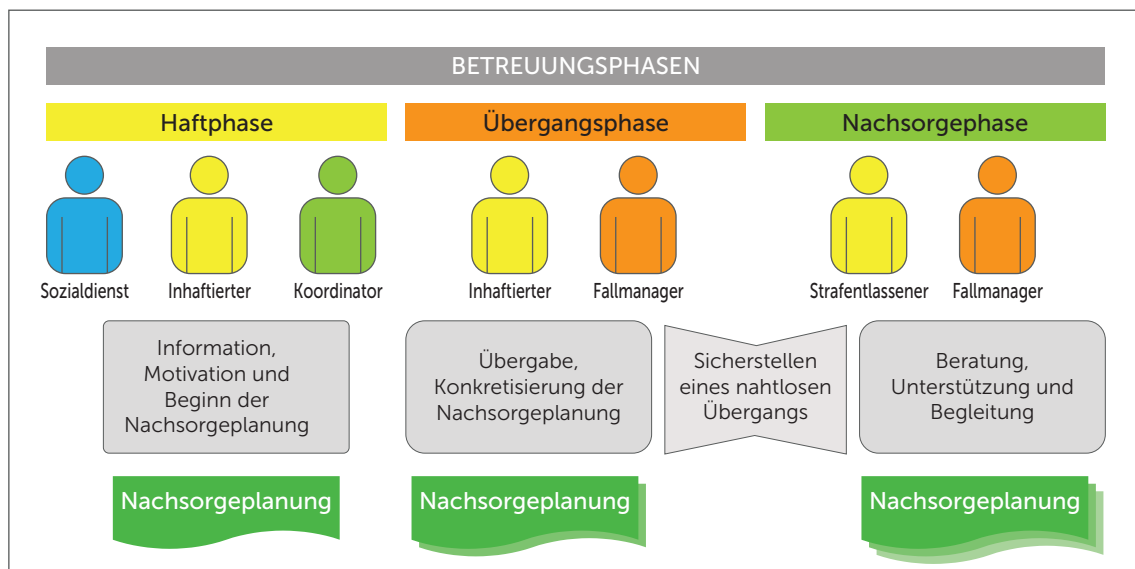


Abbildung 2 : Betreuungsphasen im Nachsorgeprojekt Chance, Kaiser, Stand 2012

## 6 Informationskontinuität

Grundlage der Nachsorge- und Hilfeplanung sind Informationen die bereits während der Haftphase i.d.R. vom Sozialdienst der Justizvollzugsanstalt erhoben wurden. Für die Dokumentation wurde ein Nachsorgeheft entwickelt, welches die Kontinuität der interdisziplinären Kommunikation über alle aufgezeigten Betreuungsphasen gewährleistet. Der Sozialdienst der Justizvollzugsanstalt erhebt die Grunddaten des Gefangenen und gibt Entlassungsempfehlungen, die dann von dem Koordinator und/ oder dem Fallmanager gemeinsam mit dem Klienten in einen Nachsorgeplan eingearbeitet werden. Die Durchgängigkeit des Hilfeprozesses verbessert sich dadurch institutionsübergreifend zwischen Sozialdienst der Vollzugsanstalt und nachbetreuender Einrichtung der Straffälligenhilfe. Da die Fallmanager die Hilfelandschaft am Betreuungsort gut kennen, können realistische Betreuungsziele und -perspektiven vereinbart werden.

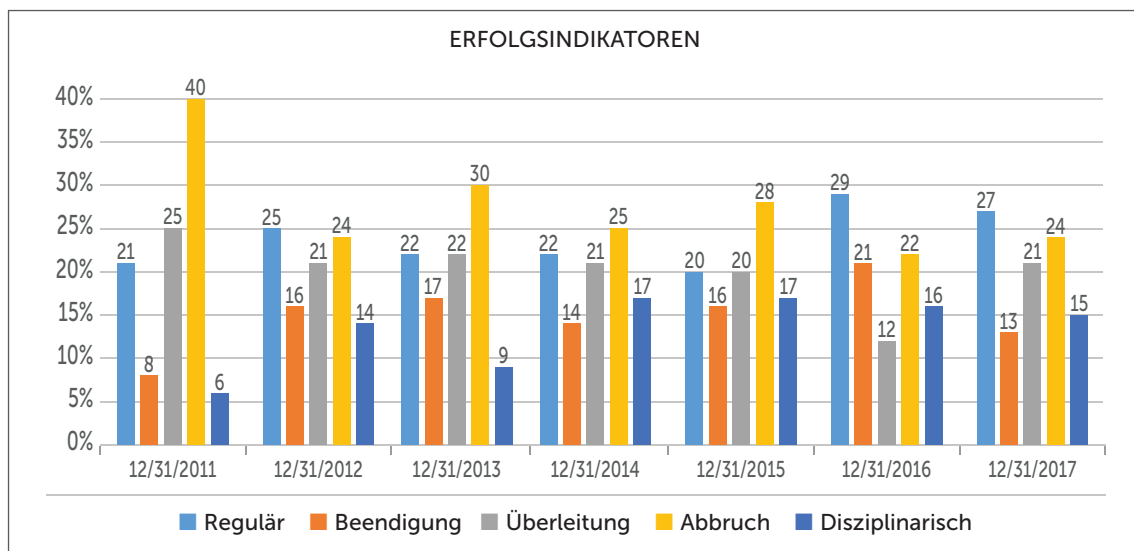
## 7 Ergebnisse

Seit Projektbeginn wurden ca. 4000 Gefangen über die Möglichkeiten der Nachsorge informiert. Weit über 2000 Gefangene nahmen das Angebot des Übergangsmanagements und der Nachsorge an. **Das Angebot wirkt und kostet relativ wenig.** Die durchschnittlichen Betreuungskosten im Übergangsmanagement pro Fall lagen in 2017 unter 1200.- €.

Eine wichtiger Ergebnisindikator zur Bewertung des Projektes im Sinne einer Qualitätssteuerung sind folgende in der Statistik codierbare Betreuungsabschlüsse.

REGULÄR	Ziele gemäß Nachsorgeplan wurden innerhalb der vereinbarten Betreuungsdauer erreicht
BEENDIGUNG	Beendigung der Betreuung durch Klient. Materielle Grundsicherung (Wohnmöglichkeit/finanzielle Basis z.B. im Leistungs- oder Entgeltbezug) wurde erreicht, Betreuung kürzer als die vereinbarten Dauer
ÜBERLEITUNG	Vermittlung, Überleitung in eine andere Betreuungsmaßnahme
ABBRUCH	Abbruch durch Klienten, Materielle Grundsicherung wurde nicht vollständig erreicht bzw. ist unbekannt
DISZIPLINARISCH	Beendigung der Betreuung aufgrund fehlender Mitwirkung oder Fehlverhalten des Klienten

Mit letztem Stand 31.12.2017 zeigt sich hier folgendes Bild:



Die Quote der zusammengefassten positiven Betreuungsabschlüsse (also „Regulär“, „Beendigung“ und „Überleitung“) ergab für das Jahr 2017 einen Wert von 61%. Die Quote liegt seit Jahren relativ konstant zwischen 54% und 62%. Für diese Haftentlassen wurde die Minimalzielsetzung einer finanziellen, materiellen Grundsicherung erreicht. Für die Haftentlassenen bedeutet dies, dass eine Wohnung vorhanden ist, ein Krankenversicherungsschutz besteht und das Einkommen, i.d.R. über Leistungen des SGB II oder SGB III, sichergestellt werden konnte. An dieser Stelle muss auf die wichtige Funktion der Übergangshäuser – also der Transitionshäuser verwiesen werden. In 2017 wurden 21% der Betreuten an

diese Einrichtungen verwiesen, da sich in der Nachsorgephase zeigte, dass die rein ambulante, beratende Hilfe für diese Menschen nicht ausreichte.

Im Rahmen des Netzwerkes Straffälligenhilfe stehen über 500 Wohnplätze zur Verfügung, in denen jedes Jahr über 1000 Menschen wohnen können und betreut werden. Etwa 30 Prozent dieser Plätze stehen in kleinen Wohnungen zur Verfügung, sodass ein Stufenmodell der Betreuung umgesetzt werden kann. Im Idealfall wird in diesem System zeitnah nach der Entlassung eine eigene Wohnung zur Verfügung gestellt.

Dölling und Kerner von den kriminologischen Instituten in Heidelberg und Tübingen bestätigten in ihrer wissenschaftlichen Begleituntersuchung (2010) die Wirksamkeit des Projektes. Der Anteil Haftentlassener mit eigener Wohnung stieg vom Beginn von 18% auf 39% am Ende der Nachsorge. Ebenso konnte die Anzahl wohnungsloser Klienten von 15% auf 6% reduziert werden. Eine Erreichung der mit der Nachsorge verfolgten Ziele bejahten die Fallmanager überwiegend in den Bereichen Finanzen, Wohnen und Arbeit (Bericht S. 35). Die Ergebnisse sprechen ebenfalls dafür, dass durch das Projekt prekäre Entlassungssituationen vermieden werden können.

Eine weitere Kenngröße zur Bewertung der Wirkung ist zudem die Einschätzung der Betreuten zum Nachsorgeprojekt. 67% der Betreuten bewerten die Maßnahme als „sehr hilfreich“, (29%) oder als „hilfreich“, (38%). 86% der Betreuten geben an, dass sich ihre Lebenslage durch die Nachsorgemaßnahme verbessert hat. Für 97% hat sich die Teilnahme am Projekt gelohnt. Von 88% der Betreuten bekommt das Projekt die Note „sehr gut“ oder „gut“. 95% würden einem Freund „auf jeden Fall raten“ oder „eher raten“, an dem Nachsorgeprojekt teilzunehmen.

Die Funktionalität des Projektes aus Sicht der Klienten zeigt sich insbesondere aus Angaben im Rahmen der qualitativen Analyse.

Den Kontakt zum Fallmanager nach der Entlassung bewerten in der qualitativen Befragung Betreute wie folgt folgendermaßen: *„Wenn man da von vornherein aus dem Knast so betreut wird und begleitet wird und man weiß von dieser Geschichte, dann ist das doch ein phantastisches Ding.“*

*„Ja, es bringt was und einfach, weil es ein sicheres Gefühl macht für einen selbst, wenn man eine Option offen hat. Von wegen, man kann wohin gehen und wegen dem und dem und dem fragen...“*

Zudem scheint die Bindung zum/ zur Betreuer/In für die Klienten sehr wichtig zu sein:

*„Ich glaube, wenn ich Frau X. nicht hätte, wäre ich gar nicht hier, dann wäre ich noch viel weiter unten. Dann wären die Briefe reingeflattert. ´Schulden, ach, schmeiß weg´. Schulden, Schulden, ich hätte mich nicht darum gekümmert. Ich hätte keinen Brief schreiben können. Das wäre nicht gegangen...“*

---

## **8 Gesetzlicher Rahmen**

---

Das Übergangsmanagement in Baden Württemberg ist in den Strafvollzugsgesetzen verankert. Die Hilfen nach Haft, wie die Betreuung in Wohneinrichtungen wird auf Grundlage der §§ 67 ff Sozialgesetzbuch XII finanziert. Diese Hilfen für „Menschen in besonderen, sozialen Schwierigkeiten“ werden auf Grundlage eines individuellen Antrages gewährt. In der Regel muss der Antrag in Form eines Hilfeplanes eingereicht werden, indem die Ziele, die Bedarfe und die notwendigen Betreuungsmaßnahmen dargelegt werden. Die Hilfen den §§ 67 ff Sozialgesetzbuch XII sind zeitlich befristet. In der Regel muss nach 6 Monaten erläutert werden, warum noch weitere Hilfsmaßnahmen notwendig sind. Insbesondere nach längeren Inhaftierung sind aber Betreuungen bis zu 18 Monaten möglich und keine Seltenheit.

---

## 9 Fazit (lessons learnt) der letzten Jahre (Was ist der Mehrwert Der Paritätischen? Was macht der gewisse Unterschied in Ihrer Arbeit?)

---

Vordem Hintergrund mehrjähriger Erfahrungen in der Umsetzung und Koordination des Nachsorgeprojektes wissenschaftlichen Begleituntersuchung lassen sich drei grundsätzliche Anforderungen herausstellen:

- Eine erfolgreiche Wiedereingliederung muss in einem **Netzwerk** erfolgen, das trotz der i.d.R. räumlichen Trennung zwischen Haftanstalt und Wohnort nach der Entlassung eine Beziehungskontinuität zwischen Straftatlassenen und nachbetreuender Stelle gewährleistet.
- **Die Informationstransparenz** zwischen Strafvollzug und nachbetreuender Stelle muss gewährleistet sein. Dies trifft insbesondere auf diagnostische Erkenntnisse, Erhebungen zum Hilfebedarf und bereits begonnene oder notwendige Therapien und Unterstützungsleistungen zu. Diese Zusammenarbeit ist für beide Stellen sehr bereichernd, weil auch die Mitarbeiter im Vollzug wissen wollen, wie es mit „ihren Schützlingen“ nach Haft weitergeht. Als konkrete Form der Übergaben haben sich Dreiergespräche mit den Gefangenen bewährt.
- Übergangsmanagement und die Nachsorge können nicht beliebig erfolgen, sondern müssen sich an klar definierten Standards orientieren. Ein **Qualitätskonzept** muss Zeitvorgaben, Verantwortlichkeiten und klar definierte Schnittstellen zu den beteiligten Stellen und Organisationen innerhalb und außerhalb des Strafvollzuges enthalten. Die Sozialdienste der Justizvollzugsanstalten müssen in die Erstellung der Standards einbezogen werden. Diese Standards müssen hinsichtlich Ihrer Zielorientierung fortlaufend überprüft und ggf. geändert werden. Hierzu müssen sich die Akteure regelmäßig austauschen, gemeinsam geschult werden etc.,

---

## 10 Was macht der gewisse Unterschied in Ihrer Arbeit?

---

Durch die Steuerung des Nachsorgeprojektes Chance wurde eine Vielzahl neuer Bedarfe und Problemkonstellationen ersichtlich, die wir in regelmäßigen Gesprächen mit der Politik kommunizierten. So entstanden neue Projekte wie die Schuldnerberatung in Haft oder das spezielle Übergangsmanagement für ältere Gefangene. Viel wichtiger war aber die Erkenntnis, dass die Eingliederung von Haftentlassenen eine gesamtgesellschaftliche Aufgabe darstellt. Für ein erfolgreiches Gelingen müssen staatlichen Institutionen und Hilfeinrichtungen zusammenarbeiten. Ausgehend von diesen Erfahrungen entstand ein Positionspapier, das 2015 dem Justizministerium vorgelegt wurde. Hierin empfahlen wir eine verbindliche Kooperation aller am Hilfeprozess beteiligten Institutionen. Das Justizministerium nahm diesen Ansatz auf. Nach einjähriger Arbeit konnte am 12.12.2016 die Kooperationsvereinbarung angeschlossen werden. Durch die mit Unterschrift in Kraft getretene Kooperationsvereinbarung können alle am Integrationsprozess beteiligten Akteure - vor allem die Justizvollzugsanstalten, die freie Straffälligenhilfe und die Bewährungshilfe auf der einen Seite sowie Sozialämter, Jobcenter und Arbeitsagenturen auf der anderen Seite - deutlich zielgerichteter miteinander kooperieren, als dies bisher der Fall war.



## 11 Einige Empfehlungen für den Luxemburgischen Kontext

Bei dem Besuch der Tagung wurde mit deutlich, dass das Land Luxemburg über sehr gute Voraussetzungen verfügt, um eine idealtypische Resozialisierung straffälliger Menschen zu ermöglichen. Nach meiner Einschätzung ist die Grundlage für die Einführung einer Best Practice Lösung gegeben. Hier tragen natürlich auch die räumlichen Gegebenheiten bei. Die notwendige Kooperation und Zusammenarbeit lassen sich in zentralistischen, kleinräumigen Strukturen optimal planen und organisieren. Einen weiteren Vorteil sehe ich in dem gut ausgebauten Netzwerk bereits bestehender sozialer Hilfen. Ich hatte den Eindruck, dass beispielsweise die Suchthilfe über ein breites Angebot an Hilfe verfügt. Wir gehen davon aus, dass ca. 2/3 unserer Klienten Alkohol und/ oder Drogen missbräuchlich oder abhängig konsumieren. Eine Zusammenarbeit an dieser Schnittstelle und insbesondere eine Suchtberatung in Haft sollte angedacht werden.

Um nach der Haftentlassung prekäre Lebenssituationen zu vermeiden, müssen neben dem angedachten Transithaus weitere Wohnmöglichkeiten geschaffen werden. Dies sollten insbesondere Einzelwohnungen oder kleinere Wohngemeinschaften beinhalten, damit die Menschen möglichst schnell eine gesellschaftliche Normalität ohne Stigma erleben können.

Vor allem viel mir aber die Offenheit und Bereitschaft der Akteure auf, das Thema zu diskutieren. Das größte Hindernis für eine notwendige institutionsübergreifende Zusammenarbeit sitzt in den Köpfen der Akteure. Die Art und Weise wie im Rahmen des Workshops diskutiert wurde, lässt darauf hoffen, dass diese Schranken überwunden werden.

Als größte Herausforderung sehe ich an, wie und von wem dieser Prozess angestoßen, moderiert und begleitet wird. Hierzu sollte eine Person, Institution etabliert werden, die von den anderen Akteuren akzeptiert und für die Leistungserbringer mandatiert verhandeln kann. Hierzu gehört auch die politische Lobbyarbeit. Mit dieser Überlegung müsste nach meiner Einschätzung der Prozess in Luxemburg fortgesetzt werden. In einem nächsten Schritte müsste m.E. mit Vertretern des Strafvollzuges thematisiert werden, wie dieser sich für weitere Akteure aus der Zivilgesellschaft öffnet, um Hilfen bereits in Haft anzubieten und insbesondere das so wichtige Übergangsmanagement zu etablieren.

# CONCLUSIONS DU WORLD CAFÉ

## LES DISCUSSIONS LORS DU WORLD CAFÉ ONT PORTÉ SUR 6 THÉMATIQUES :

- 1 Exigences pour la mise en place et pour le fonctionnement  
d'une « Maison de transition »  
Page 39
- 2 Coopération avec les partenaires externes  
Page 41
- 3 Coopération entre les prisons de Givenich,  
Schrassig et le SCAS  
Page 43
- 4 Transposition des idées présentées par les experts  
internationaux au Luxembourg  
Page 44
- 5 Gestion des risques  
Page 46
- 6 Qualifications et profil du personnel  
Page 47

## THÉMATIQUE 1

# EXIGENCES POUR LA MISE EN PLACE ET POUR LE FONCTIONNEMENT D'UNE « MAISON DE TRANSITION »

### QUESTIONS

Quelles sont les exigences pour un fonctionnement optimal d'une « Maison de transition » quant à la taille, la mixité de la population, la situation géographique et le voisinage ?

#### Principales conclusions :

- 1 Quant à la taille des « Maisons de transition », si l'on veut que celles-ci soient de vraies communautés de vie le nombre de participants ne devrait pas dépasser les 12 à 15 personnes et ce afin d'offrir une meilleure qualité de vie et d'en faciliter la gestion. D'ailleurs, des structures de logement encore plus petites et des logements individuels sont préconisés par la majorité des participants à la journée.
- 2 Plusieurs modèles de logements pourraient être envisagés :
  - Des communautés de vie de 12 à 15 personnes pour des personnes longtemps incarcérées qui présentent des problématiques de réadaptation et/ou qui ont des problèmes de santé liés aux conditions de détention (qui doivent réapprendre les gestes du quotidien, dont la transition vers la liberté se fait progressivement selon leur rythme).
  - Des communautés de vie de 3 à 4 personnes
    - pour des personnes sortant de détention atteintes de maladies chroniques lourdes et en état de fragilité psychologique, ayant des problèmes de toxicomanie ou nécessitant une prise en charge spécifique pour éviter la rupture des soins (type appartement thérapeutique)
    - ou bien
    - pour les femmes, ayant des besoins spécifiques comme, par exemple, le séjour/la visite de leurs enfants
    - ou bien
    - pour des personnes ayant eu de courtes peines, ayant gardé une certaine autonomie et pouvant se réintégrer assez rapidement (court terme +/- 6 mois renouvelables à 1 an maximum).
  - Logements individuels : Type « Logement accompagné » ou modèle « Housing First » pour des personnes qui ont des problèmes à vivre en communauté (conditions et règles trop sévères) ou bien pour des personnes ayant un parcours de vie sans infractions antérieures ou répétitives (p. ex bracelet électronique, Travaux d'Intérêt Général (TIG)..)
- 3 Quant à la mixité, l'homogénéité des membres du groupe de vie a été soulevée. Cette homogénéité doit se retrouver au niveau de culture, du parcours de vie, des intérêts et objectifs, de l'équilibre psychique, des valeurs personnelles et des capacités intellectuelles.

- 4 En ce qui concerne les sexes, il faut s'assurer que dans la communauté le ratio entre femmes et hommes soit à l'équilibre. Une structure séparée pour les femmes est, cependant, considéré comme plus appropriée, étant donné leurs besoins spécifiques.
- 5 Le plus important est que la personne ait le choix et la volonté de vivre dans une communauté.
- 6 En ce qui concerne la localisation, la question de savoir si le ou les logements sont plus susceptibles d'être situés à la campagne ou dans une ville ne joue pas de rôle significatif vu la taille du pays. Par contre, d'autres aspects sont à considérer comme l'accès aux transports en commun, l'éloignement du lieu où le crime a eu lieu (trop près des « victimes ») et des lieux à risques (trafic de drogues...), une dispersion des logements à travers le pays afin d'éviter la ghettoisation.
- 7 Afin d'éviter des problèmes de voisinage, les responsables communaux devront être inclus dans le projet en tant que partenaires indispensables dans le processus d'inclusion sociale. Il est, par ailleurs, conseillé de ne pas informer le voisinage dès le départ, afin de ne pas l'alarmer. Au contraire, cela favoriserait ou renforcerait la stigmatisation du public visé. Selon l'expert Raymond Kohler (France) : « La confiance s'établit au fil du temps. Vous devez donner aux deux parties la possibilité de se rencontrer et de se connaître de manière « normale ». »
- 8 Par une approche holistique, centrée sur la personne un « case-manager » oriente, rassure, évalue et soutient la personne concernée dans son projet d'insertion en tant que personne de référence. L'accompagnement doit viser le rétablissement de la situation administrative, l'insertion au travail en tenant compte des capacités de la personne, la prise en charge des questions de santé, la recherche d'un logement durable, la reconstruction de liens sociaux et familiaux, le renforcement de la confiance en soi et la maîtrise de sa propre vie de façon autonome.

## THÉMATIQUE 2

# COOPÉRATION AVEC LES PARTENAIRES EXTERNES

### QUESTION

Quel type de coopération est nécessaire entre la « Maison de transition » et les partenaires spécialisés ?

#### Les principales conclusions :

- 1 Il faut analyser la situation individuelle ensemble avec le concerné afin de pouvoir définir les besoins spécifiques qui permettent une transition aussi bien au niveau du logement, du travail et finalement au niveau de l'établissement des contacts sociaux positifs et durables.
- 2 La méthode la plus souvent évoquée est celle du case-management. Il y a lieu de définir dans ce contexte d'où le case-manager sort / obtient sa légitimation. Celle-ci pourrait être définie au niveau du concept général de « Maison de Transition ». Cependant, peut-on définir au niveau organisationnel cette légitimation ? En tout cas, le case-management devrait commencer le premier jour de prison de la personne.
- 3 La mise en réseau de tous les partenaires est un élément prioritaire et un facteur clé de la réussite de la transition. Cette mise en réseau peut se faire par le biais de l'organisation de journées d'échange régulières entre acteurs du terrain et de conférences de sensibilisation du grand public et du public professionnel ou par une collaboration plus étroite et structurée entre acteurs des centres pénitentiaires et le monde externe. La mise en place d'une « Helferkonferenz » a été citée en exemple.
- 4 Pour toute intervention, il est important de mettre le concerné au centre de l'action. Les aides éventuelles doivent s'organiser en respectant le rythme de vie du concerné et permettre d'utiliser toutes les ressources favorisant l'intégration sociale et professionnelle. La personne de référence joue dans ce contexte un rôle très important. Le choix de cette personne doit être fait par le concerné. La personne de référence peut aussi bien être issue du milieu professionnel et choisie parmi les différents acteurs. Elle peut aussi être un membre de la famille ou autre.
- 5 Deux positions différentes ont été élaborées lors des différents passages. A) toute l'expertise nécessaire pour la prise en charge globale de la personne est « in-house » dans la « Maison de transition ». Des experts éventuels pour des domaines très précis sont demandés en aide et interviennent au sein de la « Maison de transition ». B) Il y a un échange permanent entre les intervenant de la Maison de transition et les experts externes. Pour toute intervention, c'est le concerné qui doit « bouger », se déplacer. Ceci favorise l'insertion et évite que ne soient créées des situations de « all inclusif ».
- 6 Il est très important d'inclure le bénévolat dans la démarche, que ce soit au niveau des prisons, de la « Maison de transition » ou encore de l'accompagnement et l'intégration socio-professionnelle. Le bénévolat peut être une ressource complémentaire dans ce contexte.
- 7 Les acteurs professionnels doivent connaître les acteurs des différents domaines, ainsi que leurs concepts, offres et conditions afin de pouvoir orienter aux mieux les personnes concernées.

- 8 Il faut alléger les procédures, simplifier la vie des personnes qui sont demandeurs d'aides, créer des passerelles qui permettent une réelle transition vers la vie en liberté. Une sensibilisation du monde professionnelle doit aussi être faite afin de donner au moins une première chance au demandeur d'aide qui sort de prison.
- 9 Il faut absolument parer au silotage des différents acteurs du terrain si l'on veut éviter que la personne ne soit prise en charge par plusieurs services en même temps pour la même chose. La collaboration entre services doit se faire dans un esprit ouvert. Une communication transparente et effective doit être de mise.
- 10 Dans un souci de simplification et de coordination des différentes actions, il convient aussi d'envisager l'utilisation accrue des nouveaux médias, tels que la vidéoconférence, la téléconférence, Skype et bien d'autres autres. Une coordination régionale et nationale est indispensable au travail en partenariat avec tous les acteurs.

## THÉMATIQUE 3

# COOPÉRATION ENTRE LES PRISONS DE GIVENICH, SCHRASSIG ET LE SCAS

---

### QUESTIONS TRAITÉES

Quelle serait la meilleure façon de coopérer entre les établissements pénitentiaires et le SCAS ? Quelles informations peuvent et doivent utilement être communiquées ?

---

#### Les principales conclusions :

- 1 Il existe une collaboration étroite avec les agents du service de probation du SCAS. Celle-ci commence en principe le premier jour de la condamnation définitive d'une personne incarcérée et ne se termine qu'au moment de sa remise en liberté (sous quelle forme que ce soit).
- 2 Pour optimiser cette collaboration, il faut ?
  - se créer le temps et l'espace pour échanger les informations, les impressions et les idées
  - trouver et mettre en place un objectif commun
  - définir les mesures qui en découlent
  - définir le rôle, la tâche et la responsabilité de chaque acteur dans le contexte de la mise en œuvre des différentes mesures
  - se revoir régulièrement pour faire une évaluation des acquis
- 3 Les informations qui doivent être communiquées utilement sont :
  - toutes les informations liées à la situation sociale du détenu : carte d'identité, adresse, travail, famille, finances, ressources, nombre de visites, etc.
  - toutes les informations liées au comportement du détenu à l'intérieur de la prison : nombre de sanctions disciplinaires, assiduité au travail, participation aux activités dirigées, comportement vis – à – vis de ses codétenus et du personnel de garde, etc.

D'un commun accord, il serait à éviter que la personne détenue ne répète trop souvent son histoire. De ce fait, la qualité des informations transmises d'un centre pénitentiaire vers l'autre est très importante.

## THÉMATIQUE 4

# TRANSPPOSITION DES IDÉES PRÉSENTÉES PAR LES EXPERTS INTERNATIONAUX AU LUXEMBOURG

### QUESTION

Parmi les idées proposées par les trois experts internationaux, lesquelles pourraient être adaptées pour servir au mieux les besoins du contexte luxembourgeois ?

#### Les principales conclusions :

- 1 La coopération étroite entre les différents ministères et entre les différents services compétents est importante. Quelques participants du World Café ont proposé qu'une convention soit signée avec les ministères compétents afin de régler noir sur blanc les aspects financiers et les compétences de chaque acteur (qui fait quoi) ainsi que la question des infrastructures.
- 2 Concernant la population-cible, il sera important d'accueillir dans les « Maisons de transition » différentes catégories de personnes et de ne pas avoir trop de conditions d'entrée, comme c'est le cas aux Pays-Bas. Le concept de « mixité » semble important. Il faut accueillir dans les « Maisons de Transition » des personnes avec des problèmes différents, non seulement des anciens détenus. Dans ce contexte, les participants ont évoqué l'estime de soi qui est importante pour les personnes concernées, d'où le fait de ne pas être trop sévère avec eux. Il faut être conscient qu'il y aura des rechutes et il faut les accepter mais bien sûr seulement jusqu'à un certain point. Les personnes devront faire preuve de motivation et de bon vouloir, ce sont ces aspects-là qui sont importants.
- 3 A l'instar de ce qui se fait en Allemagne, il faudrait que certains services comme l'aide pour les personnes âgées, l'accompagnement pour la famille, ainsi que des conseils pour gérer ses dettes, soient mis en place dès la prison. L'exemple allemand, où les détenus peuvent continuer à payer leur loyer malgré leur incarcération afin de pouvoir conserver leur logement, a été vivement salué. Il faudrait également privilégier les peines alternatives à la prison à chaque fois où cela est possible, surtout lorsque les personnes disposent d'un logement.
- 4 L'idée de lier « Travail » et « Maisons de transition » est importante si l'on veut apporter une structure dans la journée des personnes et les valoriser. Il faudrait leur trouver un emploi, mais également des activités comme des travaux dans une ferme (comme c'est le cas en France) ou d'autres activités.
- 5 Il ne faut pas fixer au préalable un délai pour la durée de séjour dans les « Maisons de transition ». Il faudrait plutôt évaluer régulièrement la situation de la personne et prendre des décisions au cas par cas. Pour que cela soit possible, il faudrait plusieurs « Maisons de transition » rendant un certain roulement possible.
- 6 Plusieurs petites structures, dispersées un peu partout dans le pays avec accès au bus et train sont préférées à la solution d'une seule grande structure. Cela permet d'éviter la stigmatisation.
- 7 L'idée du bénévolat est revenue très souvent dans les discussions. Les bénévoles constituent une grande aide pour les travailleurs sociaux sur le terrain qui ne sont pas très nombreux. Les bénévoles sont souvent plus proches des personnes ayant besoin d'aide et le concept de hiérarchie n'existe pas entre eux. Cela ressemble alors plus à une « société normale ». L'idée d'avoir aussi des ex-détenus parmi les bénévoles a été proposée afin que ceux-ci puissent faire part de leur expérience personnelle.



Certains participants sont d'avis qu'il est important que la prison montre une image plus positive vers l'extérieur. Une idée serait aussi de faire participer des bénévoles des communes où se trouveront les « Maisons de transition » afin d'enlever la peur des habitants de ces communes et d'organiser des activités où tout le monde serait réuni (comme par exemple une action de grand nettoyage de la commune).

- 8** Différents modèles de « Maisons de transition » sont nécessaires : des maisons communautaires, des studios, des appartements. L'important est d'y aller petit à petit, les personnes ont besoin de plus d'encadrement au début.
- 9** Il est important de prévoir des projets individuels et à long terme pour les personnes séjournant dans des « Maisons de transition ». Il est possible de donner une ligne directrice, mais ensuite les projets doivent absolument être adaptés à chaque personne. Par ailleurs, il sera important de ne pas avoir trop d'attentes vis-à-vis de la personne au début et de lui laisser le temps de trouver son chemin.
- 10** Il est aussi important de laisser les personnes choisir si elles souhaitent intégrer une « Maison de transition » ou non. Le logement dans une « Maison de transition » ne doit pas constituer une deuxième peine.
- 11** La situation particulière des femmes doit être prise en considération.
- 12** L'accompagnement doit commencer dès la prison, bien avant la sortie de la personne.
- 13** Quelques participants ont lancé l'idée d'une thérapie ambulante payée pour les personnes, par exemple pour ceux ayant des problèmes de drogue.
- 14** Une phase de test comme en France où les personnes peuvent venir voir pendant une ou deux semaines ce qu'est la vie dans une « Maison de transition » est suggérée.
- 15** Il est important que les personnes soient considérées comme des personnes normales à part entière et non comme des ex-détenus comme l'a également souligné l'expert hollandais. Cela permet d'éviter la stigmatisation.
- 16** L'échange entre les intervenants sur le terrain favorisera le bon fonctionnement des « Maisons de transition » et donc la bonne réinsertion des personnes dans la société.

## THÉMATIQUE 5

# GESTION DES RISQUES

### QUESTION

Quels sont les éléments indispensables pour assurer la sécurité du personnel et celle des résidents d'une « Maison de transition » ?

#### Les principales conclusions :

- 1 Le garant le plus efficace pour assurer la sécurité des uns et des autres est de renforcer les compétences des personnes accueillies, de les responsabiliser, de les valoriser et de les impliquer. L'« empowerment » est une notion très importante dans ce contexte.
- 2 Il est important qu'il y ait une mixité dans la population des « Maisons de transition ». Celles-ci devraient héberger à la fois des ex-détenus qui ont passé des périodes plus ou moins longues en prison et des personnes sans passé pénitentiaire.
- 3 Ces structures ne devraient pas ressembler à des prisons. Il ne devrait pas y avoir de gardiens, mais uniquement des professionnels du secteur éducatif ou des personnes ayant la fonction de « concierge ». Sur ce point les opinions des personnes travaillant dans le pénitentiaire et de celles travaillant dans le social diffèrent clairement. Le secteur social conventionné estime très important d'avoir un agent de sécurité à proximité, alors que les autres pensent que cela n'est pas nécessaire.
- 4 Pour des structures d'hébergement collectif, il est indispensable d'avoir une présence 24h sur 24, avant tout pour éviter que d'autres personnes puissent y entrer et pour pouvoir réagir s'il y a un incendie, p.ex. .
- 5 Une présence socio-éducative est indispensable entre 16h et 22h. Avoir une présence d'une personne de confiance à la fin de la journée est considéré comme un rempart contre d'éventuels débordements.
- 6 Il faudrait qu'il ait un bon réseau encadrant les personnes, ce qui réduit le risque d'incidents. Il est important qu'une personne professionnelle de référence, en qui les ex-détenus ont confiance, puisse être contactée s'il y a des tensions qui commencent.
- 7 Des règles claires établies d'un commun accord devraient être élaborées dans des sortes de « comités des résidents ».
- 8 Pour avoir un sentiment d'un chez soi sécurisé, les habitants devraient disposer de clés magnétiques.
- 9 Pour les personnes ayant des troubles psychiatriques, il est important de s'assurer qu'ils prennent bien leurs médicaments.
- 10 Lors de l'admission de personnes sortant de prison, une attention particulière devra porter sur la composition du groupe. Il faut notamment éviter d'admettre des personnes qui étaient déjà organisées en cliques lors de leur séjour en prison.
- 11 Il est important pour le personnel qui travaillera dans les « Maisons de transition » d'avoir une bonne formation et une maîtrise des techniques de désescalade de conflits.
- 12 De bonnes mesures de travail, voire d'activation, permettent de stabiliser les personnes et donc d'augmenter la sécurité pour tous.
- 13 Avant de sortir de prison, les détenus devraient être préparés au concept de « Maisons de transition » et aux rôles respectifs de tous les intervenants de ces logements, y compris leur propre rôle.

## THÉMATIQUE 6

### QUALIFICATIONS ET PROFIL DU PERSONNEL

---

#### QUESTION

Quelles sont les qualifications, les attitudes et les valeurs indispensables pour travailler dans une « Maison de transition » ?

---

#### Les principales conclusions :

- 1 La motivation et l'approche humaine sont des qualités indispensables pour assurer un bon travail au sein d'une « Maison de transition » resp. dans le contact avec les usagers d'une telle structure.
- 2 En ce qui concerne la qualification, la formation du personnel est importante. Le personnel doit avoir une base théorique.
- 3 L'équipe encadrante devrait être pluridisciplinaire et comprendre des éducateurs gradués, des assistants sociaux, des infirmiers psychiatriques, des psychologues, ainsi que des bénévoles.
- 4 L'idée d'un « concierge » resp. d'un « gérant » a été relevée. Celui-ci devrait/pourrait être un ancien détenu, servant de modèle et représentant un "peer".
- 5 Pour ce qui concerne la présence d'agents de sécurité, les professionnels œuvrant dans le domaine pénitentiaire resp. en contact étroit avec des condamnés s'y opposent, surtout s'ils portent des uniformes. Cela donnerait l'image de gardiens de prison. Néanmoins, la question de la sécurité est quand-même soulevée.
- 6 Pour ce qui concerne le profil resp. les attitudes du personnel éducatif, ce dernier devrait avoir une certaine expérience professionnelle mais également une expérience de la vie, montrer de la volonté et de l'enthousiasme pour travailler avec la population cible, avoir une attitude positive, être flexible et disposé à travailler selon des horaires flexibles, résistant au stress, avoir du respect envers les habitants et être capable de construire une relation professionnelle de confiance, positive et saine. D'autres qualités qui seraient appréciées sont la créativité, la tolérance, l'écoute, la patience et la rigueur dans le travail.
- 7 En ce qui concerne la méthodologie pour l'encadrement socio-éducatif, le travail devrait être axé sur les ressources des usagers et une approche humaine. Les personnes devraient être accompagnées selon leur rythme d'évolution. Le travail devrait se faire d'égal à égal. Il ne faut pas qu'il y ait de supériorité du personnel encadrant vis-à-vis du client. Le travail social centré sur la personne (Personenzentriert) est donc une approche demandée, mais le travail dans le réseau ainsi que dans la communauté ne doit pas être négligé. Un échange régulier entre les différents acteurs est nécessaire.
- 8 Afin de soutenir le personnel dans ses activités quotidiennes, la formation continue et la supervision sont indispensables.

# CONCLUSIONS DES ATELIERS

## TROIS ATELIERS ANIMÉS PAR DES EXPERTS INTERNATIONAUX ONT ÉTÉ ORGANISÉS.

Retrouvez dans les pages qui suivent les principales conclusions.

- 9 Key requirements for transition house staff (professionals and volunteers) in working with former prisoners

Page 49

- 10 Pour une réinsertion réussie: de l'organisation collective et partenariale au service d'un projet singulier d'une personne incarcérée

Page 51

- 11 Kooperationen und Netzwerke in der Arbeit mit Straffälligen

Page 53

# KEY REQUIREMENTS FOR TRANSITION HOUSE STAFF (PROFESSIONALS AND VOLUNTEERS) IN WORKING WITH FORMER PRISONERS

## WORKSHOP BY ED DEIJ

---

### 1 Five arguments raised that seem useful to us in relation to Luxembourg

---

- The “Exodus” project mixes groups in relation to age, sex and cultural background or the participants in order to avoid homogeneity in the group’s constellation.
- Each participant is given 2 case-workers and the majority also has a probation officer. These 4 individuals usually have regular weekly meetings.
- A well trained, well prepared professional workforce is important. Nonetheless, the focus remains on the client and his interaction with other participants.
- It is vital to provide a framework matching the needs of the individual groups. E.g.: The support tailored to an 18 year old varies to the support given to a 50 year old person.
- The volunteers are not an accessory to be used to complete demeaning or mundane tasks that the professional does not wish to bother with. In Luxembourg, volunteers have expressed an interest in working with detainees. This is now a project in the developmental stage spearheaded by SCAS (Service Central d’Assistance Sociale).

---

### 2 Three questions from the participants

---

- According to Ed Deij’s experience in the field of transitional housing, which are the mistakes that are to be avoided in future projects? Life experience and common sense are more important in staffing than education itself. Also, projects should consider the individual instead of applying the same model to all.
- Where do you find your volunteers? It is easy to find volunteers in the Netherlands. In order to obtain volunteers in Luxembourg, it may be interesting to work with recruitment agencies.
- Do you employ security agents? No! This question remains important, for it highlights the way in which the professional views the participant.

---

### 3 Citations

---

- « *We listen, give advice, but we don’t solve problems!* »
- « *Of course we don’t have security agents. Many people are surprised by the lack of aggression within the group dynamics* »
- « *The volunteers are respected by the participants for they spend their free time. Participants can respect that.* »

---

### 4 References

---

For more information on the project visit [www.exodus.nl](http://www.exodus.nl)

---

## 5 Reflections and suggestions

---

Ed Deij frequently gave reference to the attitude of professionals in relation to the participants. The framework of the project was deemed secondary to the personnel's attitude. Basing the argument on his experience working with this population, the expert reminds us to remain respectful and to position ourselves as partners and not as wardens.

In accordance with this attitude, the methodology on which the framework for the project is based needs to adapt to the individual situation. The service provided is tailored to the individual needs and not to a general clientele. A solid framework and rules are necessary in so far as they leave room for personnel and volunteers to adapt according to the individuals needs.

We should not forget to ask how diverse the services are that we can provide. Is it necessary to have different housing models within the larger project in order to provide a service in accordance with the abilities of the participant?

Exodus shows that in their experience, heterogeneous groups provide good results. Instead of a great variety of services provided, they focus on adapting the offers within the institution (E.g.: house for women with children).

It is worth mentioning that people with a mental disorder or drug addiction are excluded from the project. We must consider this demographic when creating the transition housing in Luxembourg and if they can be considered viable candidates for such a project.

# POUR UNE RÉINSERTION RÉUSSIE: DE L'ORGANISATION COLLECTIVE ET PARTENARIALE AU SERVICE D'UN PROJET SINGULIER D'UNE PERSONNE INCARCÉRÉE

ATELIER ANIMÉ PAR RAYMOND KOHLER

---

## 1 Cinq points forts soulevés qui paraissent particulièrement utiles pour le contexte luxembourgeois

---

- Le **travail en réseau** est une des clés de réussite pour permettre une (ré)insertion sociale. Le fait de bien connaître ses partenaires est essentiel. Le réseau se travaille. Il y a lieu de travailler ensemble dans l'intérêt du client. Même s'il existe des divergences au niveau politique (concurrence), le travail au niveau opérationnel doit continuer à fonctionner car le client doit rester au centre de la démarche.
- Le **partenariat entre les acteurs actifs de l'insertion et la Justice** est également un point fort. Le service intégré d'accueil et d'orientation (SIAO) et le service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP) se réunissent régulièrement afin de préparer la sortie des détenus. L'objectif est de trouver un lieu d'hébergement approprié pour le client après son élargissement. Ne pas travailler sans l'autre et travailler ensemble sont des notions clés.
- Une **convention** écrite entre l'Etat, le SIAO et les associations œuvrant dans le domaine du logement est signée. Celle-ci fixe les responsabilités, les obligations et les droits de chacune des parties par écrit et lie les partenaires de manière contractuelle.
- Le **projet personnel** de la personne est important. La **multiplicité des offres d'accueil** permet d'orienter la personne vers le type de logement le mieux approprié. Les offres d'accueil doivent tenir compte de l'individualité des personnes. Une approche de la personne dans sa globalité est préconisée.
- Les **pairs-aidants / les experts du vécu** seraient intéressants à intégrer dans un projet futur. Les professionnels ont une autre manière de parler des clients en présence d'experts du vécu ce qui est extraordinaire.

---

## 2 Trois questions posées par les participants

---

- Comment fonctionne le système d'hébergement d'urgence en hôtel ? S'agit-il d'une solution envisageable au Luxembourg ? Il y a lieu de contacter les hôteliers en leur proposant de louer les chambres d'hôtel non occupées à moindre prix.
- Comment mieux travailler avec les propriétaires ? La représentation des bailleurs envers les clients est un frein. Il est primordial d'expliquer la plus-value de l'accompagnement social. Les propriétaires comprendront qu'il vaut mieux faire confiance aux professionnels. Dans ce contexte, le bail glissant est intéressant. L'association loue un logement que le client pourra louer en son propre nom après 6 mois si tout se passe bien.
- Qu'est-ce qu'un hébergement hors les murs ? Un hébergement hors les murs signifie que l'accompagnement social se fait dans les murs de la famille. Il n'est pas attendu à ce que la famille soit expulsée de son logement avant d'agir pour lui trouver ensuite un autre logement.

---

### 3 Citations

---

- « [Le SIAO (service intégré d'accueil et d'orientation)] est l'association qui fait la coordination. C'est bien parce qu'ils [les associations œuvrant dans le domaine du logement] ont compris qu'on n'est pas dangereux ».
- « La sortie doit être préparée à partir du premier jour de l'entrée en prison ».
- « Ce n'est pas parce qu'on a besoin de pain le matin, qu'on devient boulanger ». Les services ne doivent pas tout vouloir faire eux-mêmes. S'il existe un service spécialisé mieux adapté, il faut avoir recours à ce service.
- « Notre temps, c'est le temps de l'usager ». Il faut s'adapter au rythme du client. Après 15 ans d'incarcération, un client doit réapprendre à travailler progressivement.

---

### 4 Références

---

La vidéo « De l'urgence à l'insertion » que l'expert voulait montrer: [www.acces68.fr](http://www.acces68.fr)

---

### 5 Réflexions et suggestions

---

L'accent principal a été mis sur le travail en réseau et la coopération entre les services. Il est dans l'intérêt de la personne que les différents partenaires travaillent ensemble de manière efficace. La promotion du travail en réseau et une bonne coordination des acteurs constituent le défi principal pour le Grand-Duché du Luxembourg. Ce sujet est donc à approfondir et à mettre en place dans le futur projet pilote.

Il a été également longuement parlé des différents types d'hébergement à proposer aux sortants de prison. Qu'en est-il d'un hébergement haut les murs, c'est-à-dire envisager un suivi social du détenu au sein de sa famille si besoin ?

Raymond Kohler a émis l'idée qu'un travailleur social puisse accompagner la personne incarcérée du début à la fin de son emprisonnement étant donné que le Luxembourg est un petit pays et les distances géographiques ne sont pas grandes.

Etant donné la pression énorme sur le marché de logement au Luxembourg, un participant a soulevé que le risque, en créant des maisons de transitions, pourrait être que certaines personnes sont incitées à passer par la prison pour trouver une solution au niveau du logement.

Inclure le concept belge du pair-aidant ou de l'expert du vécu dans les équipes est intéressant pour le Luxembourg. En effet, le pair aidant est quelqu'un qui fait partie d'une équipe professionnelle au même titre que les autres membres du personnel et qui a vécu des expériences similaires que les usagers. L'expert du vécu par contre a suivi une formation et est embauché pour intégrer le point de vue des personnes vivant dans la pauvreté au sein des services publics et pour rendre les services plus accessibles aux personnes concernées. Ainsi, les expériences des concernés sont prises en compte dans les décisions.



# KOOPERATIONEN UND NETZWERKE IN DER ARBEIT MIT STRAFFÄLLIGEN

WORKSHOP VON OLIVER KAISER

---

## 1 Perspektiven für den luxemburgischen Kontext

---

- Die Förderung der Netzwerkarbeit zwischen den kooperierenden Diensten der Strafvollzugsanstalt (SPSE, SCAS) und externen (Sozial-)Diensten ist notwendig in der Arbeit mit straffälligen Menschen. Das Projekt „Maison(s) de transition“ muss als Kooperationsaufgabe verstanden werden und eine kontinuierliche Zusammenarbeit sollte ab der Verurteilung der Person angestrebt werden.
- Der erste Schritt für eine gelingende Kooperation und eine erfolgreiche Resozialisierung sollte die Herstellung eines nationalen politischen Konsenses sein. Kommunikation auf verschiedenen Ebenen (u.a. Justiz, Organisationen im sozialen Bereich, Ministerien und öffentliche Verwaltungen, Polizei) sind dafür ausschlaggebend.
- Eine individuell angepasste und systematische Vorbereitung der Entlassung ist entscheidend, um ein „Entlassloch“ und Rückfälle/Rezidive zu vermeiden. Alle betroffenen Akteure, einschließlich der straffälligen Person, müssen im Übergangsmanagement einbezogen werden.
- Der Gesetzesentwurf zur Gefängnisreform in Luxemburg soll die soziale Reintegration der Betroffenen am Ende ihrer Strafe begünstigen und das Umfeld in der Strafvollzugsanstalt normalisieren (an die gesellschaftlichen Bedingungen anpassen) mit dem Ziel einer Sensibilisierung und der Vereinfachung der Zusammenarbeit und des Übergangs.

---

## 2 Kernfragen

---

- In welcher Struktur könnte die politische Lobbyarbeit in Luxemburg stattfinden? Gibt es eine Struktur in Luxemburg die beauftragt werden kann, um gezielt Fragen an die Politik zu stellen? (z.B. FEDAS Luxembourg für die Organisationen im sozialen Bereich; Justiz?).
- Wie können Wartelisten in den Wohnstrukturen geregelt werden?
- Wie könnte eine Schuldnerberatung in der Strafvollzugsanstalt aussehen? Wie sieht die Finanzierung aus?

---

## 3 Zitate

---

- „Der Sicherheitsgedanke soll nicht primär sein, sondern die Resozialisierung“ (Zitat im Kontext einer Öffnung der Strafvollzugsanstalt zur Kooperation mit externen Diensten, u.a. auch relevant für die „Maison(s) de transition“)
- „Es ist Irrsinn eine Person ohne Geld zu entlassen“
- „Suchtkrankheit wird mit Wohnungslosigkeit bestraft“ (Zitat im Kontext restriktiver Regelungen bei der Aufnahme in Wohnstrukturen)
- „Es ist leichter, ein Atom zu spalten, als ein Vorurteil abzubauen – Albert Einstein“
- „...Luxemburg hat sehr günstige Strukturen, welche super geregelt werden können...“ (Zitat von H. Kaiser im Kontext der Netzwerkarbeit)

---

## 4 Referenzen

---

- [www.nwsh-bw.de](http://www.nwsh-bw.de) (Internetseite des Verbandes „Netzwerk Straffälligenhilfe in Baden-Württemberg GbR“)

- Kooperationsvereinbarung über die Integration von Strafgefangenen und Sicherungsverwahrten in Baden-Württemberg
- Luxemburgische Gesetzesentwürfe „Projets de loi sur la réforme de l'administration pénitentiaire et de la réforme de l'exécution des peines“

---

## 5 Reflexion und Anregungen

---

In Luxemburg existieren vielfältige Hilfsangebote im sozialen Bereich, welche relevant sind in der Arbeit mit straffälligen Personen (z.B. Schuldner- oder Drogenberatung), jedoch fehlt momentan die passende Vernetzung mit dem Strafvollzug. In Baden-Württemberg gibt es dafür zum Beispiel (neben einem Koordinator im Gefängnis) einen externen Case-Manager, der sich bis zu 6 Monate nach der Entlassung aktiv um die Vernetzung der verschiedenen Akteure und Dienste kümmert. Außerdem erscheint es sinnvoll einen verantwortlichen Ansprechpartner zur Koordinierung der politischen Lobbyarbeit auf nationaler Ebene zu ernennen.

Anlehnend am Beispiel der deutschen Nachbarn können vor den Wahlen gezielt Empfehlungen zu dieser Thematik sowie zu allgemeingesellschaftlichen Themen (z.B. Wohnen) an die Parteien gerichtet werden.

Zur Verbesserung der Zusammenarbeit tragen nach dem deutschen Modell außerdem Qualitätswerkstätte mit den Sozialdiensten bei. Somit entsteht ein regelmäßiger Austausch zwischen den Professionellen in der Arbeit mit straffälligen Personen und (Ex-)Häftlingen. Weitere solche Studientage (durch Caritas) und Weiterbildungen zum Thema Übergangsmanagement und „Maison(s) de transition“ sind denkbar, um den Dialog zwischen den nationalen Akteuren zu verstärken.

Laut Herrn Kaiser findet eine angemessene Vorbereitung mindestens 6 Monate vor der Entlassung statt.

Für eine gelingende Zusammenarbeit und einen erfolgreichen, nahtlosen Übergang nach der Entlassung der Betroffenen ist es unerlässlich frühzeitig einen strukturierten Kooperationsplan aufzustellen. Eine Kooperationsvereinbarung wie in Baden-Württemberg könnte für den luxemburgischen Kontext vorstellbar sein. Anhand der Vereinbarung werden bestimmte Vorgehensweisen politisch verordnet und die Strafvollzugsanstalten sind verpflichtet in ihrer Arbeit nach gewissen Regelungen zu agieren, unter anderem um eine angemessene Arbeit zwischen internen und externen Diensten zu garantieren.

Zudem wäre ein konkreter Vorschlag für die Umsetzung der „Maison(s) de transition“ die Organisation von Informationsterminen (individuell oder in der Gruppe) für straffällige Personen zum Zwecke einer ersten Kontaktaufnahme und zum Kennenlernen der Wohnstruktur(en) (Beispiel aus Baden-Württemberg: offene Sprechstunden für inhaftierte Frauen bei denen sie anschließend ein Bewerbungsformular erhalten).

Schließlich strebt der luxemburgische Gesetzesentwurf Veränderungen an mit dem vorrangigen Ziel der Resozialisierung der Betroffenen, unter anderem durch eine erhöhte Transparenz im Informationsaustausch zwischen den beteiligten Akteuren, Kooperationsplattformen sowie die Einführung eines individuellen Hilfeplans. Nach Inkrafttreten des Gesetzes sollten die Neuerungen im Hinblick auf das Übergangsmanagement und die Netzwerkarbeit regelmäßig evaluiert werden.

---

## 6 Zusätzliche Ideen für Luxemburg

---

In Baden-Württemberg wird mit der Schuldnerberatung innerhalb des Strafvollzugs begonnen. Damit es zum nahtlosen Übergang der bereits geleisteten Arbeit kommt, wird jede entlassene Person mit einem USB Stick ausgestattet auf dem sich die wichtigsten Daten, betreffend der finanziellen Situation, befinden. Dieses System soll verhindern, dass externe Partner abermals von vorne anfangen müssen und somit kostbare Zeit verloren geht.

# DEUXIÈME JOURNÉE D'ÉTUDES

## « UN MODÈLE LUXEMBOURGEOIS POUR LA TRANSITION VERS LA LIBERTÉ » LE 18 JUILLET 2018

Lors de la première Journée d'étude, il avait été retenu qu'une deuxième Journée d'étude aura lieu au Centre pénitentiaire de Givenich. Celle-ci vise à répondre à des questions concernant le fonctionnement d'une maison de transition, posant la base du projet des Maisons de Transition.

---

### 1 Mot de bienvenue par M. Lentz, Directeur du Centre Pénitentiaire de Givenich

---

M. Lentz a remercié les professionnels d'être venus au Centre Pénitentiaire de Givenich pour participer à la deuxième Journée d'Études où sont traitées des questions plus concrètes par rapport au projet des Maisons de Transition. Il a présenté le Centre Pénitentiaire de Givenich, son histoire particulière et des chiffres par rapport au nombre des détenus accueillis, des sorties en liberté ou les retours au Centre pénitentiaire de Luxembourg.

---

### 2 Présentation du Centre pénitentiaire et du SPSE par Jean-François Schmitz, préposé du SPSE

---

Dans cette même lignée, Jean-François Schmitz a présenté le centre pénitentiaire en abordant des chiffres concernant l'évolution de la composition du SPSE ainsi que de son travail. Il a souligné que le nombre de professionnels y travaillant a augmenté au bénéfice du travail avec les détenus. Différentes particularités et méthodes de travail ont été exposées par le préposé du SPSE. La nouvelle loi sur la réforme de l'exécution des peines et de l'administration pénitentiaires a également été mentionnée, ainsi que sa mise en pratique sur le terrain et les questionnements que les professionnels se posent par rapport à cette dernière.

---

### 3 Début des Ateliers thématiques et des Visites du Centre pénitentiaire de Givenich

---

Les professionnels du secteur psycho-social et éducatif étaient répartis dans trois ateliers différents afin de traiter plus profondément différentes questions. Les professionnels étaient libres de choisir leur méthode de procédure du traitement des questions. Le premier atelier visait à répondre aux questions autour du sujet de la « Préparation à l'admission vers les Maisons de Transition des sortants de prison et des personnes ayant une peine alternative à l'incarcération ». Dans le deuxième atelier, des discussions tournaient autour du « cadre et prestations adaptés aux besoins des clients dans les maisons/logements de transition » tandis que le troisième atelier se concentrait plus sur le « travail en réseau, ses partenaires et leur rôle dans la continuité du travail avec le client ».

A part la participation aux ateliers, l'accueil au Centre Pénitentiaire de Givenich permettait aux professionnels de le visiter et d'avoir des informations claires sur son fonctionnement.

#### 4 Synthèse des ateliers

Après les échanges au sein des trois ateliers, une synthèse du travail, les réflexions autour de certains sujets abordés ainsi que des questions ouvertes ont été présentés par le modérateur et le rapporteur de chaque atelier. Ces synthèses constitueront une base pour le projet des Maisons de Transition.

#### 5 Clôture de la Journée d'Etudes

M. Andreas Vogt, Directeur de Caritas Accueil et Solidarité, a pris le mot en remerciant le CPG pour l'hospitalité et les professionnels d'avoir participé à cette deuxième Journée d'Etudes et il a relevé la richesse des échanges grâce aux interventions des participants des différents services. Il a souligné les atouts d'avoir travaillé sur des idées et sur des modes de fonctionnement concrets d'une maison de transition afin de pouvoir réaliser le projet, dont les professionnels s'accordent communément sur son importance.

M. Charel Schmit, Président de Caritas Accueil et Solidarité, a également remercié les participants d'être venus si nombreux. Il a relevé que pour les acteurs de l'action sociale et éducative, ni le passé biographique et/ou carcéral, ni le statut juridique de la personne à accompagner devrait être au centre des préoccupations, mais la dimension de ses besoins sociaux (« soziale Bedürftigkeit »), de sa vulnérabilité (« Schutzbedürftigkeit ») et de son degré d'autonomisation (« Verselbständigung »). Outre la nécessité d'un « coordinateur de transition » pour une gestion réussie de la transition respectueuse du principe d'individualisation, le travail relationnel et la disponibilité d'une personne de confiance sont importants. Vues les vulnérabilités spécifiques et problématiques adjacentes, d'autres acteurs institutionnels comme par exemple le Ministère de la Santé, sont à associer, le cas échéant, sans pour autant pathologiser la situation avant tout sociale des personnes concernées.

M. Claude Lentz, Directeur du Centre Pénitentiaire de Givenich a clôturé la Journée d'Etudes en remerciant aux participants de leur collaboration, tout en soulignant qu'un élément important n'a été traité que très peu : celui de la protection des données et donc des échanges d'informations lors d'une collaboration entre les professionnels des différents services sociaux le cadre d'une maison de transition.



# BIBLIOGRAPHIE ET RÉFÉRENCES

- Benguigui, G., Guilbaud, F., Malochet, G. (2011) Prisons sous tension, Editions Champs social
- Bertrand, M., Clinaz S., (2015) L'offre de services faite aux personnes détenues dans les établissements pénitentiaires de Wallonie et de Bruxelles, Analyse 2013 – 2014, CAAP a.s.b.l.
- Biancalana, D., Schmit, G., (2013), Probation in Luxembourg in "Probation and Probation Services - A European Perspective", collective publication, European Confederation of Probation, CEP ([www.cep-probation.org](http://www.cep-probation.org));
- Bundesarbeitsgemeinschaft für Straffälligenarbeit e.V. (BAG-S): Materialsammlung zu den Themen „Komplexleistung Resozialisierung“ und Übergangsmanagement. <http://bag-s.de/themen/uebergangsmanagement/>
- Bundesarbeitsgemeinschaft für Straffälligenarbeit e.V. (BAG-S): Themenheft „Übergangsmanagement“, BAG-S Informationsdienst Straffälligenhilfe 21. Jg. Heft 2/2013 3 [http://www.bag-s.de/fileadmin/user\\_upload/PDF/Infodienst/2\\_2013\\_BAG-S\\_Infodienst\\_Webseite\\_Archiv\\_01.pdf](http://www.bag-s.de/fileadmin/user_upload/PDF/Infodienst/2_2013_BAG-S_Infodienst_Webseite_Archiv_01.pdf)
- Canton, R. (2011), Probation, Working with offenders, Routledge
- Combessie, Ph., (2009), Sociologie de la Prison, Edition La Découverte, Paris
- Combessie, Ph., (2010), Place et fonctions de la prison dans la société contemporaine, Actes du Colloque « La politique pénitentiaire au Luxembourg : approche multidisciplinaire et état de la question », Abbaye Neumünster, Journée d'étude du 9 mars 2010
- Décarpes, P., Evaluation and the future of probation services in BadenWurtemberg, Germany, EuroVista – Probation and Community Justice, Volume 3.2. ([www.euro-vista.org](http://www.euro-vista.org))
- Ferran, Nicolas ; Gautier, Samuel: « À l'air libre », un documentaire réalisé par Nicolas Ferran et Samuel Gautier sur la ferme de Moyembrie (France) <https://www.alairlibre-lefilm.com/>
- Livre blanc sur les peines alternatives à l'incarcération, les aménagements de peine et l'insertion des personnes en sortie de détention (2017), Citoyens et Justice, France
- Hempel, G., Wer hat, dem wird gegeben. Soziale Ungleichheiten auf dem Luxemburger Wohnungsmarkt, in Sozialalmanach 2016, L'annuaire Caritas sur la situation sociale au Luxembourg, Caritas Luxembourg
- Lewis, S., Maguire, Raynor, P., M., Vanstone, M., Vennard, J. (2007), What works in resettlement? Findings from 7 Pathfinders for short term prisoners in England and Wales, Criminology and Criminal Justice, Sage Publications
- Maelicke, B & Wein, Chr. (2016), Materialsammlung zum Übergangsmanagement. <http://bag-s.de/nc/aktuelles/aktuelles0/article/materialsammlung-zum-uebergangsmanagement/> ; <http://www.reso-werkstatt-hamburg.de/Downloads.html>
- Maruna, S. & Liebling, A. (2005), The effects of imprisonment, Willan Publishing
- Mathieu, S. (2017), Organiser la sortie de détention - De la prison vers le logement, Avant-propos, Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (Dihal), France
- Matt, E. (2010), Übergangsmanagement: Zur Konzeption einer systematischen Wiedereingliederungsstrategie von (Ex-) Strafgefangenen und Straffälligen, Neue Kriminalpolitik (Forum für Praxis, Recht und Kriminalwissenschaften), 1/2010, S. 34-39
- Portelli, Serge ; Chanel, Marine : La vie après la peine. Grasset, février 2014.

Probation Hostels (Approved Premises) (2017), Contribution to Public Protection, Rehabilitation and Resettlement, An inspection by HM Inspectorate of Probation, United Kingdom

Schmit, G., (2011), Prison, exclusion et stigmatisation, in Armes Luxemburg - Pauvre Luxembourg, Publications scientifiques du Musée de l'Histoire de la Ville de Luxembourg (Editeurs : Jungblut, M.-P., Wey C.), Luxembourg

Secours catholique (France) : Après une peine d'emprisonnement, l'espoir d'une vie meilleure <http://www.secours-catholique.org/actualites/apres-une-peine-demprisonnement-lespoir-dune-vie-meilleure>.



# BEST MOMENTS



10



11



12



13



14



15



16

**Photo 10 :** Moments d'échange et de networking **Photos 11 et 12 :** Echanges en petits groupes lors du World Café **Photo 13 :** Félix Braz, Ministre de la Justice, présente les projets de loi sur la réforme de l'administration pénitentiaire et de la réforme de l'exécution des peines. **Photos 14 et 15 :** Point presse organisé dans le cadre de la journée d'études (de g. à dr.) : Félix Braz, Ministre de la Justice, et Charel Schmit, président de Caritas Accueil et Solidarité asbl et vice-président de Caritas Luxembourg **Photo 16 :** Organisateurs et experts (de g. à dr.) : Andreas Vogt, directeur de Caritas Accueil et Solidarité asbl, Oliver Kohl, représentant de plusieurs associations et réseaux allemands, Ed Deij, directeur des Maisons de transition d'Alkmaar et d'Amsterdam gérées par Exodus, Raymond Kohler, directeur de plusieurs pôles d'établissements oeuvrant dans le domaine social, Guy Schmit, criminologue et consultant pour Caritas Accueil et Solidarité asbl, et Charel Schmit, président de Caritas Accueil et Solidarité asbl et vice-président de Caritas Luxembourg



Selon une étude commanditée par Caritas Accueil et Solidarité, chaque année, au moins 50 personnes sortent de prison et/ou font l'objet d'un traitement dans la communauté sans disposer d'un logement stable. Trop nombreuses sont les personnes qui après un temps dans un centre pénitentiaire, se retrouvent dans la rue et sont obligées de fréquenter des foyers d'urgence.

Les nouvelles lois sur la réforme pénitentiaire et sur l'exécution des peines, votées le 4 juillet 2018, devraient faciliter la réinsertion de personnes en fin de peine, sous condition qu'il y ait une prise en charge spécifique et spécialisée: des maisons de transition.

Caritas Accueil et Solidarité, en partenariat avec le Ministère de la Justice et le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, a cherché à sensibiliser le public par rapport à la situation de ces personnes, à animer une discussion entre professionnels du secteur pénitentiaire, du domaine de la probation et de l'action sociale et éducative et à concrétiser la mise en place d'une prise en charge spécialisée pour personnes sortant de prison.

La présente publication résume les discussions et présentations de la conférence et de la journée d'études organisées en avril 2018 en vue de la réalisation d'un tel projet pilote au Luxembourg.